

# SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Journal Officiel*

Supplément spécial N° 137

OCTOBRE 1935

## RÉSOLUTIONS

adoptées par

## L'ASSEMBLÉE

au cours de sa seizième session ordinaire  
(du 9 septembre au 11 octobre 1935).

Genève, 1935

# LEAGUE OF NATIONS

*Official Journal*

Special Supplement No. 137

OCTOBER 1935

## RESOLUTIONS

adopted by the

## ASSEMBLY

during its Sixteenth Ordinary Session

from September 9th to October 11th, 1935).

LEAGUE

070561

Geneva, 1935

# LES ACTES

## DE LA SEIZIÈME ASSEMBLÉE

sont en cours de préparation. Ils seront livrés au fur et à mesure de la publication, jusqu'à fin juillet 1936. On peut y souscrire dès maintenant auprès des dépositaires du Service des publications (voir page IV de la couverture) ou au Service des publications de la Société des Nations à Genève (Suisse).

Prix de l'abonnement à la série complète : Fr. 40.— (argent suisse), y compris tout autre supplément spécial au *Journal Officiel* pouvant être publié entre la seizième et la dix-septième session ordinaire de l'Assemblée.

## JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais) ; il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

|  | Argent suisse |
|--|---------------|
| Abonnement annuel (1935) (y compris l'Index) . . .                 | Fr. 75.—      |
| 1 <sup>re</sup> Année (1920) . . . . .                             | » 15.—        |
| 2 <sup>me</sup> » (1921) . . . . .                                 | » 15.—        |
| 3 <sup>me</sup> » (1922) . . . . .                                 | » 60.—        |
| 4 <sup>me</sup> » (1923) . . . . .                                 | » 60.—        |
| 5 <sup>me</sup> » (1924) . . . . .                                 | » 60.—        |
| 6 <sup>me</sup> » (1925) . . . . .                                 | » 60.—        |
| 7 <sup>me</sup> » (1926) . . . . .                                 | » 60.—        |
| 8 <sup>me</sup> » (1927) . . . . .                                 | » 60.—        |
| 9 <sup>me</sup> » (1928) . . . . .                                 | » 60.—        |
| 10 <sup>me</sup> » (1929) <i>et seq.</i> (y compris l'Index) . . . | » 75.—        |

Le prix des numéros isolés varie selon le nombre de pages,

## RÉSUMÉ MENSUEL DES TRAVAUX

### DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations* donne le compte rendu de toutes les réunions de la Société des Nations et fournit, chaque mois, un tableau général de son activité. Il est publié en cinq éditions : française, anglaise, allemande, espagnole et italienne.

|  |             |      |
|--|-------------|------|
| Abonnement annuel (édition française, allemande, espagnole et italienne) . . . . . | Fr. suisses | 5.—  |
| (édition anglaise) . . . . .   | » »         | 10.— |

# SOCIÉTÉ DES NATIONS

---

## RÉSOLUTIONS

adoptées par

## L'ASSEMBLÉE

au cours de sa seizième session ordinaire,

du 9 septembre au 11 octobre 1935<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> L'Assemblée s'est ajournée le 11 octobre 1935. Toutes les résolutions qui pourront être adoptées par l'Assemblée entre cette date et la clôture de la session seront publiées dans un addendum au présent document.

## TABLE DES MATIÈRES

### Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa seizième session ordinaire, du 9 septembre au 11 octobre 1935.

|  | Pages |
|--|-------|
| I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU :   |       |
| 1. Vérification des pouvoirs . . . . .   | 5     |
| 2. Nomination d'une Commission de l'ordre du jour . . . . .  | 5     |
| 3. Nomination du Bureau. . . . .   | 6     |
| II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX . . . . .  | 8     |
| III. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION :  |       |
| 1. Procédure de l'Assemblée : Question du maintien des règles temporairement adoptées en 1933 . . . . .  | 10    |
| 2. Propositions d'amendements au Règlement intérieur de l'Assemblée . . . . .  | 10    |
| 3. Entrée en vigueur des amendements au Statut de la Cour permanente de Justice internationale . . . . .   | 11    |
| 4. Conditions de vote des demandes d'avis consultatif adressées à la Cour permanente de Justice internationale . . . . .                                       | 11    |
| 5. Nationalité de la femme : Convention sur la nationalité de la femme conclue le 26 décembre 1933 à la Conférence des Etats américains à Montevideo . . . . . | 12    |
| 6. Statut de la femme . . . . .  | 12    |
| 7. Institut international de Rome pour l'unification du droit privé . . . . .  | 13    |
| 8. Relations entre la Société des Nations et l'Union panaméricaine . . . . .   | 14    |
| IV. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION :   |       |
| 1. Travaux de l'Organisation d'hygiène . . . . .   | 15    |
| 2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit . . . . .  | 15    |
| 3. Questions économiques et financières. . . . .   | 16    |
| 4. Alimentation . . . . .  | 17    |
| 5. Commissions de la Société des Nations . . . . .   | 17    |
| V. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION :   |       |
| 1. Questions financières . . . . .   | 18    |
| 2. Contributions arriérées. . . . .  | 20    |
| 3. Répartition des dépenses de la Société . . . . .  | 20    |

|  | Pages |
|--|-------|
| VI. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION :  |       |
| 1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles . . . . .   | 21    |
| 2. Protection de l'enfance . . . . .   | 21    |
| 3. Traite des femmes et des enfants . . . . .  | 22    |
| 4. Questions pénales et pénitentiaires . . . . .   | 23    |
| 5. Assistance aux étrangers indigents . . . . .  | 24    |
| 6. Union internationale de secours . . . . .   | 24    |
| VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION :   |       |
| 1. Différend entre la Bolivie et le Paraguay . . . . .   | 26    |
| 2. Mandats . . . . .   | 26    |
| 3. Esclavage . . . . .   | 26    |
| 4. Travaux de l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle . . . . .  | 27    |
| 5. Etablissement des Assyriens de l'Irak . . . . .   | 30    |
| 6. Assistance internationale aux réfugiés . . . . .  | 30    |
| 7. Réfugiés russes, arméniens, assyriens, assyro-chaldéens, de la Sarre et turcs . . . . .   | 30    |
| VIII. RÉSOLUTIONS ET VŒU ADOPTÉS A LA SUITE DES PROPOSITIONS DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE :  |       |
| 1. Commission d'étude pour l'Union européenne . . . . .  | 32    |
| 2. Question de la nomination du successeur de M. Georges Werner à la Présidence du Conseil d'administration de l'Office international Nansen pour les réfugiés . . . . . | 32    |
| 3. Différend entre l'Ethiopie et l'Italie : Coordination des mesures en vertu de l'article 16 du Pacte . . . . .   | 32    |
| IX. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE :  |       |
| 1. Election du successeur de M. Mineitciro Adatci . . . . .  | 33    |
| 2. Démission de M. Frank B. Kellogg . . . . .  | 33    |
| X. ELECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL . . . . .   | 34    |

## RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE

au cours de sa seizième session ordinaire, du 9 septembre au 11 octobre 1935.

---

### I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU.

#### I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

L'Assemblée a nommé une Commission de vérification des pouvoirs qui a été constituée comme suit :

M. TUDELA (Pérou), *président* ;  
M. BOURQUIN (Belgique) ;  
M. ZALDUMBIDE (Équateur) ;  
M. HOLSTI (Finlande) ;  
M. MUNTERS (Lettonie) ;  
M. Bijay Kumar BASU (Inde) ;  
M. Jan MODZELEWSKI (Pologne) ;  
M. W. W. YEN (Chine) ;  
M. Bojidar POURITCH (Yougoslavie).

L'Assemblée a approuvé les rapports établis par sa Commission au sujet des pouvoirs des représentants des Membres de la Société.

[Séances du 9 septembre (matin) et du 9 octobre (après-midi) 1935.]

#### 2. NOMINATION D'UNE COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR.

L'Assemblée a nommé une Commission de l'ordre du jour, composée de :

M. MOTTA (Suisse), *président* ;  
M. PFLÜGL (Autriche) ;  
M. TURBAY (Colombie) ;  
M. MASSIGLI (France) ;  
L'Honorable sir James PARR (Nouvelle-Zélande) ;  
M. FRANÇOIS (Pays-Bas) ;  
M. STEIN (Union des Républiques soviétiques socialistes).

[Séance du 9 septembre 1935 (matin).]

### 3. NOMINATION DU BUREAU.

Le Bureau de la seizième session ordinaire de l'Assemblée a été constitué comme suit :

- a) Le président de l'Assemblée ;
- b) Sept vice-présidents élus par l'Assemblée<sup>1</sup> ;
- c) Les présidents des cinq commissions de l'Assemblée, qui sont de plein droit vice-présidents de l'Assemblée ;
- d) Le président de la Commission de l'ordre du jour ;
- e) Le président de la Commission des pouvoirs.

a) *Président.*

M. Eduard BENEŠ (Tchécoslovaquie) a été élu président de l'Assemblée durant sa seizième session ordinaire.

[*Séance du 9 septembre 1935 (matin).*]

b) *Vice-présidents élus par l'Assemblée<sup>1</sup>.*

Les premiers délégués de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie, de l'Espagne, de la Belgique, du Mexique, de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

[*Séance du 9 septembre 1935 (après-midi).*]

c) *Présidents des Commissions, qui sont de plein droit vice-présidents de l'Assemblée*

M. LIMBURG (Pays-Bas), M. ZAWADZKI (Pologne), M. RADULESCO (Roumanie), la comtesse APPONYI (Hongrie), M. DE VALERA (Etat libre d'Irlande).

[*Séance du 9 septembre 1935 (après-midi).*]

d) *Président de la Commission de l'ordre du jour.*

Conformément à une décision prise par l'Assemblée au cours de sa première séance, M. MOTTA (Suisse), président de la Commission de l'ordre du jour, a été nommé membre du Bureau.

[*Séance du 9 septembre 1935 (matin).*]

---

<sup>1</sup> Lors de l'élection du 9 septembre, sept premiers délégués, ceux de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie, de l'Espagne, de la Belgique, du Mexique et de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ont obtenu la majorité absolue. Etant donné que le Règlement intérieur ne prévoit que six vice-présidents, les six premiers seulement furent déclarés élus. Mais, le 11 septembre, l'Assemblée a approuvé l'initiative prise par le Bureau d'inviter également le premier délégué de l'Union des Républiques soviétiques socialistes à siéger au Bureau parmi les vice-présidents de l'Assemblée. La disposition en question du Règlement intérieur sera examinée par l'Assemblée à sa session de 1936.

— 7 —

e) *Président de la Commission de vérification des pouvoirs.*

Conformément à une décision prise par l'Assemblée au cours de sa première séance, M. TUDELA (Pérou), président de la Commission de vérification des pouvoirs, a été nommé membre du Bureau.

[*Séance du 9 septembre 1935 (matin).*]

---



## II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX.

L'Assemblée a nommé cinq<sup>1</sup> Commissions.

[*Séance du 9 septembre 1935 (matin).*]

Les diverses Commissions ont eu à examiner les questions suivantes et à présenter des rapports à l'Assemblée :

### *Première Commission (Questions juridiques et constitutionnelles).*

1. Procédure de l'Assemblée : Question du maintien des règles temporairement adoptées en 1933.
2. Propositions d'amendements au Règlement intérieur de l'Assemblée.
3. Entrée en vigueur des amendements au Statut de la Cour permanente de Justice internationale.
4. Conditions de vote des demandes d'avis consultatif adressées à la Cour permanente de Justice internationale.
5. Nationalité de la femme : Convention sur la nationalité de la femme conclue le 26 décembre 1933 à la Conférence des Etats américains à Montevideo.
6. Statut de la femme.
7. Institut international de Rome pour l'unification du droit privé.
8. Relations entre la Société des Nations et l'Union panaméricaine.

### *Deuxième Commission (Organisations techniques).*

1. Travaux de l'Organisation d'hygiène.
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit.
3. Questions économiques et financières.
4. Alimentation.
5. Commissions de la Société des Nations.

### *Quatrième Commission (Questions administratives et financières).*

1. Questions financières.
2. Contributions arriérées.
3. Répartition des dépenses de la Société.

### *Cinquième Commission (Questions sociales).*

1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
2. Protection de l'enfance.
3. Traite des femmes et des enfants.
4. Questions pénales et pénitentiaires.
5. Assistance aux étrangers indigents.
6. Union internationale de secours.

---

<sup>1</sup> L'Assemblée a décidé, sur la proposition du Bureau et conformément à la procédure adoptée à ses deux sessions antérieures, de ne pas constituer de troisième Commission chargée des questions concernant la réduction des armements.

*Sixième Commission (Questions politiques, mandats, esclavage, etc.).*

1. Différend entre la Bolivie et le Paraguay.
  2. Mandats.
  3. Esclavage.
  4. Travaux de l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle.
  5. Etablissement des Assyriens de l'Irak.
  6. Assistance internationale aux réfugiés.
  7. Réfugiés russes, arméniens, assyriens, assyro-chaldéens, de la Sarre et turcs.
-

### III. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION.

#### I. PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE : QUESTION DU MAINTIEN DES RÈGLES TEMPORAIREMENT ADOPTÉES EN 1933.

L'Assemblée décide :

1. De maintenir, pour la session de 1936 de l'Assemblée, la règle visant la convocation de la Commission des finances (quatrième Commission), établie à titre d'essai par la résolution de l'Assemblée du 11 octobre 1933. Cette règle est ainsi conçue :

Le Président du Conseil, après avoir consulté le président de la Commission de contrôle, pourra convoquer la Commission des finances pour une date antérieure de huit jours au plus à la première séance de la session ordinaire de l'Assemblée. Elle sera composée des représentants accrédités à cet effet par les Membres de la Société. Elle désignera son président, qui deviendra par là membre du Bureau de l'Assemblée aux termes de l'article 7 du Règlement intérieur. La constitution de la Commission sera communiquée à l'Assemblée lors de la première séance plénière de l'Assemblée.

2. Le Règlement intérieur de l'Assemblée est amendé par l'insertion d'un article 14 a) ainsi rédigé :

« Article 14 a)

« i) Lors de l'adoption en séance plénière des rapports et résolutions présentés par les diverses commissions de l'Assemblée, le président, dans les cas indiqués ci-dessous, énumérera les rapports et fera procéder immédiatement au vote des résolutions proposées.

« ii) La procédure prévue à l'alinéa i) ne s'appliquera que dans les cas où la Commission aura été unanime à déclarer qu'elle ne considère pas comme nécessaire une discussion du rapport en séance plénière et où aucune délégation n'aura ultérieurement demandé au président l'ouverture d'une discussion sur le rapport. A cette fin, le rapport devra être distribué aux délégations vingt-quatre heures avant la délibération en séance plénière. »

[Résolution adoptée le 24 septembre 1935 (après-midi).]

#### 2. PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE.

L'Assemblée renvoie à sa session ordinaire de 1936 l'examen des propositions contenues dans les trois documents suivants : A.49.1935.V, A.I/17.1935 et A.I/18.1935<sup>1</sup>.

[Résolution adoptée le 28 septembre 1935 (matin).]

---

<sup>1</sup> Ces propositions ont trait à la composition du Bureau et à la Commission de l'ordre du jour.

### 3. ENTRÉE EN VIGUEUR DES AMENDEMENTS AU STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

L'Assemblée,

Se référant à la résolution, du 14 octobre 1932, par laquelle elle adressait un pressant appel aux Etats intéressés pour qu'ils ratifient le plus tôt possible le Protocole du 14 septembre 1929 concernant la revision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale ;

Rappelant, en outre, que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, et en attendant l'entrée en vigueur dudit Protocole, la Cour a poursuivi sa tâche sous le régime provisoire établi par les résolutions de l'Assemblée du 25 septembre 1930 ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice internationale et du rôle qu'elle doit être appelée à jouer dans la vie des peuples d'organiser la Cour sur une base définitive ;

Constatant avec satisfaction que le Protocole du 14 septembre 1929 a été ratifié par la presque totalité des Etats dont la ratification est requise pour son entrée en vigueur et que tous les instruments de ratification, sauf trois, ont été déposés ;

Rappelant que les articles 4 et 35 du Statut, tels qu'ils ont été modifiés par le Protocole du 14 septembre 1929, permettent aux organes de la Société des Nations de régler d'une manière équitable, en ce qui concerne l'élection des membres de la Cour, la situation des Etats qui ont signé et ratifié le Statut et qui ne sont pas membres de la Société des Nations ;

Considérant que, selon les renseignements fournis à l'Assemblée, les Etats dont la ratification est nécessaire ont manifesté la volonté de faire acte de ratification ;

Constatant, en conséquence, que l'entrée en vigueur du Protocole du 14 septembre 1929 ne paraît plus se heurter à aucune difficulté ;

Soucieuse de hâter, autant que possible, l'introduction d'une réforme dont l'utilité a été généralement reconnue depuis 1929 :

Prie le Conseil de prendre les mesures nécessaires pour mettre en vigueur ledit Protocole à la date du 1<sup>er</sup> février 1936, à moins que les derniers instruments de ratification n'aient été déposés en temps utile, et à la condition que les Etats qui n'ont pas encore fait acte de ratification n'aient pas formulé entre temps d'objection à la procédure envisagée ;

Charge le Secrétaire général de communiquer la présente résolution aux gouvernements des Etats intéressés.

*[Résolution adoptée le 27 septembre 1935 (matin).]*

### 4. CONDITIONS DE VOTE DES DEMANDES D'AVIS CONSULTATIF ADRESSÉES A LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

L'Assemblée,

Considérant que, par sa résolution en date du 24 septembre 1928, elle a exprimé le vœu que le Conseil voulût bien mettre à l'étude, dès que les circonstances le permettraient, la question de savoir si le Conseil ou l'Assemblée peuvent demander, à la simple majorité, un avis consultatif au sens de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations ;

Constatant que cette étude n'a pas encore été entreprise et qu'il subsiste en la matière une incertitude qui pourrait avoir contribué au ralentissement de l'activité de la Cour permanente de Justice internationale ;

Considérant qu'il est souhaitable, pour la sécurité juridique des Membres de la Société des Nations, que, dans les cas où il paraîtrait indispensable, en vue de l'accomplissement de la tâche du Conseil ou de l'Assemblée, de recueillir certains éclaircissements juridiques, ces éclaircissements soient généralement demandés à la Cour permanente de Justice internationale :

Emet le vœu que le Conseil veuille bien examiner les hypothèses et conditions dans lesquelles un avis consultatif peut être demandé par application de l'article 14 du Pacte.

[*Résolution adoptée le 28 septembre 1935 (matin).*]

#### 5. NATIONALITÉ DE LA FEMME : CONVENTION SUR LA NATIONALITÉ DE LA FEMME CONCLUE LE 26 DÉCEMBRE 1933 A LA CONFÉRENCE DES ÉTATS AMÉRICAINS A MONTEVIDEO.

L'Assemblée,

Après avoir étudié le point de son ordre du jour concernant « Nationalité de la femme : Convention sur la nationalité de la femme conclue le 26 décembre 1933 à la Conférence des États américains à Montevideo » ;

Rappelant ses résolutions des 12 octobre 1932 et 11 octobre 1933 par lesquelles elle a demandé aux gouvernements de faire savoir quelle suite ils auraient pu donner au vœu N° VI de la Conférence de codification de La Haye de 1930 ;

Rappelant sa résolution du 10 octobre 1932 au sujet de la collaboration des femmes avec la Société des Nations ;

Considérant que la collaboration des femmes est spécialement souhaitable dans l'étude des questions les intéressant particulièrement ;

Consciente de l'importance de cette question :

1° Signale avec intérêt l'effort accompli par les États américains en élaborant une convention dans le sens du vœu N° VI de la Conférence de La Haye de 1930 ;

2° Rappelle aux Membres de la Société des Nations que la Convention de Montevideo est ouverte à l'adhésion de tous les États ;

3° Remercie les organisations féminines internationales de l'aide qu'elles ont bien voulu prêter jusqu'à présent et continueront de prêter à la Société des Nations dans ce domaine ;

4° Renouvelle le vœu que les États qui ont déjà signé la Convention de La Haye de 1930 effectuent prochainement le dépôt de leurs ratifications ;

5° Prie le Conseil de continuer à suivre l'évolution de cet important problème, tant dans le domaine national que dans le domaine international, afin de déterminer le moment auquel cette évolution aura atteint un stade permettant de prendre d'autres mesures concertées d'ordre international.

[*Résolution adoptée le 27 septembre 1935 (matin).*]

#### 6. STATUT DE LA FEMME.

L'Assemblée,

Constatant que la question du statut de la femme a été inscrite à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée, sur la demande d'un certain nombre de délégations, pour être examinée en tenant compte notamment du Traité relatif à l'égalité des

droits, signé à Montevideo, le 26 décembre 1933, par des représentants des Gouvernements de Cuba, de l'Equateur, du Paraguay et de l'Uruguay ;

Considérant que les termes du Traité relatif à l'égalité des droits devraient être examinés par rapport au statut politique, civil et économique actuel de la femme, déterminé par les législations des pays du monde ;

Reconnaissant que la question des conditions d'emploi, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, rentre à juste titre dans la sphère d'activité de l'Organisation internationale du Travail :

1<sup>o</sup> Décide que la question du statut politique et civil de la femme sera renvoyée par le Secrétaire général aux gouvernements, qui seront priés de formuler leurs observations, et notamment les observations relatives aux mesures qu'à leur avis la Société pourrait prendre à ce sujet ; décide de demander aux gouvernements d'adresser au Secrétaire général, en même temps que leurs observations, des renseignements sur le statut politique et civil actuel de la femme aux termes de leurs législations nationales respectives ;

2<sup>o</sup> Recommande aux organisations féminines internationales de poursuivre leur étude de toute la question du statut politique et civil de la femme ;

3<sup>o</sup> Demande que les observations et renseignements transmis, ainsi que les exposés desdites organisations internationales, soient adressés à temps au Secrétaire général pour que ces documents puissent être examinés par l'Assemblée de la Société des Nations à une session ultérieure;

4<sup>o</sup> Exprime le vœu que, de son côté, l'Organisation internationale du Travail, selon sa procédure normale, entreprenne un examen des aspects du problème qui relèvent de sa compétence — à savoir l'égalité en matière de droit du travail — et examine, en premier lieu, la législation qui comporte des discriminations dont quelques-unes peuvent porter préjudice au droit des femmes au travail.

[*Résolution adoptée le 27 septembre 1935 (matin).*]

## 7. INSTITUT INTERNATIONAL DE ROME POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVÉ.

L'Assemblée,

Ayant examiné la partie du rapport du Secrétaire général relative aux travaux de l'Institut international de Rome pour l'Unification du droit privé (document A.6(a).1935) ;

Prenant en considération le projet d'une loi internationale sur la vente et le projet d'une loi uniforme sur la responsabilité civile des hôteliers, projets présentés par l'Institut au Conseil, et dont celui-ci, par sa résolution du 14 janvier 1935, a décidé la transmission pour observations aux gouvernements :

Prend acte avec satisfaction de l'œuvre déjà accomplie et de la méthode de travail suivie par l'Institut et l'en félicite ;

Considérant que le but des projets susmentionnés est de faciliter, par le moyen d'une base juridique plus ferme, les relations économiques et commerciales internationales :

Reconnaît l'intérêt que présenterait leur adoption, avec les modifications qu'il paraîtrait éventuellement utile d'y introduire à la suite des réponses données par les gouvernements ;

Et appelle l'attention des gouvernements sur l'intérêt qui s'attache à un prompt et favorable examen des deux projets.

*[Résolution adoptée le 28 septembre 1935 (matin).]*

#### 8. RELATIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET L'UNION PANAMÉRICAINNE.

L'Assemblée :

Rend hommage à l'idéal élevé de coopération internationale qui a inspiré la proposition colombienne ayant trait aux relations entre la Société des Nations et l'Union panaméricaine ;

Se réserve de procéder à son examen après avoir pris connaissance du résultat des études recommandées par la septième Conférence panaméricaine aux termes d'une résolution concernant les relations entre les organismes panaméricains et d'autres organisations ;

Autorise, dès maintenant, le Secrétaire général à maintenir avec le Directeur général de l'Union panaméricaine toutes relations utiles en vue d'information mutuelle.

*[Résolution adoptée le 28 septembre 1935 (matin).]*

---

#### IV. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

##### I. TRAVAUX DE L'ORGANISATION D'HYGIÈNE.

L'Assemblée :

Constate avec satisfaction que les administrations nationales de pays situés dans tous les continents utilisent de plus en plus les services de l'Organisation d'hygiène et lui apportent un concours croissant dans l'exécution de son mandat ;

Approuve l'œuvre de l'Organisation d'hygiène et les conclusions du rapporteur, et prie le Comité d'hygiène d'examiner les offres de concours et les suggestions énoncées dans son rapport (document A.48.1935.III).

*[Résolution adoptée le 24 septembre 1935 (après-midi).]*

##### 2. TRAVAUX DE L'ORGANISATION DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT.

L'Assemblée :

1° Prend acte avec satisfaction des travaux accomplis par l'Organisation des communications et du transit entre les quinzième et seizième sessions ordinaires de l'Assemblée ;

2° Appréciant vivement l'intérêt de la documentation recueillie sur les travaux publics nationaux, invite l'Organisation des communications et du transit à faire procéder par des experts à un examen détaillé et systématique de cette documentation afin de permettre la poursuite ultérieure de recherches plus précises dans ce domaine ;

3° Constatant l'importance que présente dans un très grand nombre de pays le problème de la coordination des transports et notamment de la coordination du rail et de la route, invite l'Organisation des communications et du transit à procéder à une étude sur la situation et les mesures prises en ce qui concerne la coordination des transports dans les principaux pays intéressés, étant entendu que le problème de la coordination des transports devrait être envisagé sous son aspect le plus large, à la fois technique, économique et financier ;

4° Se félicitant du travail remarquable accompli par l'Organisation des communications et du transit en ce qui concerne l'examen du problème de la pollution de la mer par les hydrocarbures, et prenant acte des réponses que les gouvernements ont adressées à la suite du questionnaire qui leur a été envoyé :

Estime que la question de la pollution de la mer par les hydrocarbures est de nature à faire l'objet d'une convention internationale ;

Prie le Conseil de charger l'Organisation des communications et du transit de prendre le plus tôt possible, et le cas échéant avec l'aide d'experts, toutes mesures nécessaires pour achever la préparation d'un projet de convention, et de soumettre ce projet pour examen aux gouvernements ;

Invite le Conseil, à la lumière des observations qui seraient reçues des gouvernements, à convoquer à la date qu'il jugerait appropriée, une conférence internationale sur la pollution de la mer par les hydrocarbures.

*[Résolution adoptée le 24 septembre 1935 (après-midi).]*



### 3. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES.

#### 1. L'Assemblée,

Convaincue de l'effet déplorable sur le commerce international des restrictions arbitraires imposées par les gouvernements ;

Constatant que l'un des objectifs finaux des gouvernements est le retour à un étalon international commun ;

Considérant que même avant que le rétablissement d'un tel étalon monétaire international devienne possible, il serait désirable de prendre des mesures effectives en vue de supprimer les obstacles s'opposant à l'échange des marchandises et qu'une telle suppression est la condition indispensable du développement de la reprise économique qui se dessine actuellement ;

Estimant que la restauration du commerce international serait grandement favorisée par la conclusion, par autant de pays que possible, d'accords bilatéraux tendant à l'application d'une politique économique plus libérale ;

Reconnaissant, d'autre part, que les effets bienfaisants de tels accords seraient d'autant plus étendus qu'ils seraient fondés sur le principe de la clause de la nation la plus favorisée ;

Se rendant compte que les gouvernements hésitent à conclure des accords de durée appréciable si les circonstances dans lesquelles ils ont été conclus sont susceptibles de variations brusques à la suite de fluctuations de change :

Recommande que les gouvernements encouragent une liberté plus grande du commerce par la conclusion d'accords bilatéraux, étant stipulé, s'ils le jugent opportun, qu'au cas d'une variation importante du taux de change existant entre les monnaies des parties contractantes, ils auraient la faculté de prendre des mesures en vue de réviser ces accords après un court préavis.

#### 2. L'Assemblée,

Après avoir examiné le rapport du Comité mixte sur les accords de clearing (document C.153.M.83.1935.II.B) :

Prend acte des résultats auxquels ce Comité est arrivé ;

Suggère au Conseil d'examiner l'opportunité d'organiser de la manière appropriée et en collaboration avec la Banque des Règlements internationaux une consultation de personnes qualifiées en vue :

1<sup>o</sup> De rechercher les moyens susceptibles de favoriser la mise en pratique des suggestions formulées par le Comité mixte ;

2<sup>o</sup> D'étudier tous autres projets ou mesures qui auraient pour but d'élargir les échanges internationaux et de leur donner une plus grande liberté.

3. L'Assemblée invite le Conseil à faire le nécessaire pour désigner un comité d'experts juridiques et financiers chargé d'étudier les moyens qui permettraient d'améliorer les contrats relatifs aux emprunts internationaux qui seront émis à l'avenir par des gouvernements ou d'autres autorités publiques et, en particulier, de préparer des clauses-types *casu quo* comportant un système d'arbitrage qui, si les parties intéressées le désirent, pourraient être insérées dans ces contrats.

Le Comité devrait être autorisé à s'assurer le concours de l'Institut international de Rome pour l'Unification du droit privé ainsi que de représentants des associations d'obligataires et à consulter tels experts qu'il jugerait désirable d'entendre.

4. L'Assemblée, considérant l'importance dans tous les pays du problème agricole, et la nécessité unanimement reconnue d'en rechercher la solution la plus prompte, solution qui contribuerait grandement à l'atténuation de la crise générale, recommande que le Comité économique de la Société des Nations reprenne des consultations d'experts agricoles analogues à celles qui avaient donné des résultats intéressants en 1930 et 1931.

[*Résolutions adoptées le 28 septembre 1935 (matin).*]

#### 4. ALIMENTATION.

L'Assemblée,

Ayant examiné, d'une part, la question de l'alimentation dans ses rapports avec l'hygiène publique et, d'autre part, les effets qu'aurait une amélioration de l'alimentation sur la consommation des produits agricoles :

Prie instamment les gouvernements d'étudier les moyens pratiques d'assurer cette amélioration et demande au Conseil :

1<sup>o</sup> D'inviter l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations à poursuivre et à développer ses travaux sur l'alimentation dans ses rapports avec la santé publique ;

2<sup>o</sup> De charger les organisations techniques de la Société des Nations, en collaboration avec le Bureau international du Travail et l'Institut international d'Agriculture, de recueillir, de résumer et de publier une documentation sur les dispositions prises dans les divers pays du monde en vue d'améliorer l'alimentation ; et

3<sup>o</sup> De constituer un comité comprenant des experts en matière d'agriculture, d'économie et d'hygiène, qui aura pour mission de présenter à la prochaine Assemblée un rapport d'ensemble sur la question dans ses aspects hygiénique et économique après avoir pris en considération, entre autres, le progrès des travaux accomplis en exécution des paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

[*Résolution adoptée le 27 septembre 1935 (matin).*]

#### 5. COMMISSIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

L'Assemblée adopte le rapport de la deuxième Commission (document A.70. 1935).

[*Résolution adoptée le 28 septembre 1935 (matin).*]

---

## V. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

### I. QUESTIONS FINANCIÈRES.

1. L'Assemblée, en vertu de l'article 38 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, adopte définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le seizième exercice financier, clos le 31 décembre 1934.

2. L'Assemblée,

En vertu de l'article 17 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations :

Adopte pour le dix-huitième exercice qui sera clos le 31 décembre 1936 le budget de la Société des Nations, s'élevant à 28.279.901 francs.

Et décide que le budget précité sera publié dans le *Journal Officiel*.

3. Sauf en ce qui concerne la question du recrutement et de l'avancement des membres de section, l'Assemblée adopte les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle qui ont été soumis à son examen (documents A.5, A.5(a), A.5(b). 1935.X).<sup>1</sup>

Elle décide donc d'amender comme suit l'article 22 du Règlement pour la gestion des finances de la Société des Nations :

« 1. Les Etats non membres de la Société, admis comme membres d'une organisation de la Société, contribueront aux dépenses de l'organisation intéressée dans la même proportion que s'ils avaient été membres de la Société.

« Les contributions des Etats non membres de la Société, qui seront calculées sur l'ensemble des charges des organisations dans lesquelles ils auront été admis comme Membres, seront exclusivement consacrées aux dépenses desdites organisations.

« 2. Les sommes recouvrables aux termes du paragraphe ci-dessus figureront séparément au budget ; elles seront inscrites en recettes dans le budget de l'exercice pour lequel elles auront été fixées, en déduction des sommes devant être fournies par des Membres de la Société des Nations. Leur recouvrement sera effectué par les soins des organisations autonomes elles-mêmes, qui s'inspireront à cet effet des règles énoncées à l'article 21 ; les fonctionnaires compétents fourniront au Secrétaire général les renseignements nécessaires sur les résultats de ce recouvrement.

« 3. Les dispositions du premier alinéa du paragraphe 1 ne s'appliqueront pas au cas d'un Etat non membre de la Société qui aurait accepté une invitation de participer aux travaux d'une organisation de la Société, sans qu'il lui ait été posé comme condition de contribuer aux dépenses de l'organisation.

---

<sup>1</sup> Ces conclusions ont trait aux comptes de l'exercice financier 1934 ; au budget pour 1936 ; à l'affectation de l'excédent de 1934 ; à la présentation du budget ; au transfert de fonctionnaires de la Caisse de prévoyance du personnel à la Caisse des pensions ; aux articles 22 et 23 (1) *bis* du Règlement financier ; à l'affectation future du bâtiment occupé actuellement par le Secrétariat ; à la majoration de la contribution de la Société des Nations à l'Office international Nansen pour 1936 ; au crédit complémentaire pour la construction du Palais de la Société des Nations ; à la réduction des contributions des Etats membres pour 1936 ; aux crédits supplémentaires et à la création d'un fonds de réserve.

« 4. Les sommes recouvrables aux termes du paragraphe 3 seront portées, après leur encaissement, en déduction de la somme totale mise, pour l'année suivante, à la charge des Membres de la Société.

« Le Secrétaire général veille au recouvrement des sommes mentionnées à l'alinéa ci-dessus. »

et de compléter l'article 23 par l'adjonction de la disposition (1) *bis* ci-après :

« Il en est de même de la contribution aux frais de la Cour permanente de Justice internationale que devraient supporter aux termes de l'article 35, alinéa 3, du Statut de la Cour, les Etats parties en cause devant elle qui ne seraient pas membres de la Société des Nations. »

4. L'Assemblée :

Prend acte du rapport du Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel pour l'année 1935 (document A.II.1935.X) ;

Prend acte du rapport de l'actuaire-conseil sur la deuxième évaluation de la Caisse (document A.I0.1935.X) ;

Décide que, pour le moment, la Caisse sera évaluée chaque année par l'actuaire-conseil ;

Décide d'amender comme suit le dernier passage du paragraphe 1 de l'article premier du Règlement de la Caisse des pensions du personnel :

« ... et après un examen médical attestant que le fonctionnaire est en bonne santé au moment de sa nomination, qu'il ne présente aucune infirmité ou maladie l'empêchant de s'acquitter convenablement de ses fonctions et qu'on ne relève chez lui aucun antécédent pathologique ni aucune prédisposition nette à une maladie susceptible d'entraîner une invalidité ou un décès prématuré » ;

Adopte les comptes de la Caisse tels qu'ils ont été présentés par le Commissaire aux comptes ;

Et décide, vu le paragraphe a) de l'article 7 du Règlement de la Caisse des Pensions du personnel, de fixer la contribution de la Société des Nations à la Caisse des Pensions pour 1936 à 9% du montant du montant des traitements soumis à retenue des membres de la Caisse.

5. L'Assemblée nomme à la Commission de contrôle, pour la période se terminant le 31 décembre 1938 :

A titre de membre titulaire : M. C. PARRA-PÉREZ ;

A titre de membres suppléants : M. Georges DE OTTLIK et M. Jan MODZELEWSKI.

6. L'Assemblée nomme au Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel, pour la période se terminant le 31 décembre 1936 :

A titre de membre titulaire : M. Francis T. CREMINS ;

A titre de membre suppléant : M. C. VAN RAPPARD.

7. L'Assemblée adopte le présent rapport de la quatrième Commission (document A.75.1935.X).

[Résolutions adoptées le 28 septembre 1935 (matin).]

## 2. CONTRIBUTIONS ARRIÉRÉES.

L'Assemblée :

Adopte les deux rapports du Comité pour le règlement des contributions arriérées, tels qu'ils ont été approuvés par la quatrième Commission (documents A.15 et A.73. 1935.X) ;

Constate avec satisfaction que, grâce à l'intervention du Comité spécial, des arrangements ont été conclus avec un certain nombre d'Etats, en vue du paiement de leurs arriérés ;

Invite le Comité spécial, tel qu'il est actuellement constitué<sup>1</sup>, à poursuivre ses efforts et à présenter un rapport à la dix-septième session de l'Assemblée.

[*Résolution adoptée le 28 septembre 1935 (matin).*]

## 3. RÉPARTITION DES DÉPENSES DE LA SOCIÉTÉ.

L'Assemblée :

Adopte le rapport de la quatrième Commission sur la répartition des dépenses pour 1936 (document A.74. 1935. X) ;

Décide : *a*) de fixer à une unité la contribution de l'Equateur ; *b*) de ramener la contribution de la Chine de 46 à 42 unités ; *c*) de fixer, sous réserve des décisions ci-dessus, la contribution des Etats membres pour 1936 au même nombre d'unités que pour 1935 ;

Nomme les personnalités ci-après membres de la Commission de répartition des dépenses pour 1936 : M. Kagan AVSEY, M. CAVAZZONI, M. GOMEZ, M. HAMBRO, M. Cemal HÜSNÜ, M. PARDO, sir Frederick PHILLIPS, M. RAJAWANGSAN, M. RÉVEILLAUD,

[*Résolution adoptée le 28 septembre 1935 (matin).*]

---

<sup>1</sup> M. C. J. HAMBRO (Norvège), le comte CARTON DE WIART (Belgique), sir Frederick PHILLIPS (Royaume-Uni), M. Stefan OSUSKÝ (Tchécoslovaquie), et M. César ZUMETA (Venezuela).

## VI. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

### I. TRAFIC DE L'OPIUM ET AUTRES DROGUES NUISIBLES.

L'Assemblée prend acte du rapport qui lui a été soumis par la cinquième Commission et adopte les conclusions de ce rapport (document A.56.1935.XI).

[*Résolution adoptée le 27 septembre 1935 (matin).*]

### 2. PROTECTION DE L'ENFANCE.

#### I.

L'Assemblée,

Saisie de renseignements recueillis par le Comité de la protection de l'enfance ; Ayant constaté, d'après les renseignements recueillis, que la plupart des pays permettent encore que, dans certains cas, des enfants soient condamnés à des peines de prison ou fassent de la prison préventive ;

Et considérant que, conformément à une opinion déjà exprimée deux fois par le Comité, l'emprisonnement doit être absolument exclu lorsqu'il s'agit d'enfants, et que, dans les cas de criminalité, le traitement qui leur est appliqué doit s'inspirer d'un souci d'éducation et de formation et non de répression ;

Que même les prisons les mieux organisées ne sont pas, étant donné leur caractère, un lieu convenant à l'application de méthodes éducatives à des enfants qui sont en cours de développement mental et physique :

Exprime le vœu que tous les pays qui ont jusqu'ici toléré l'emprisonnement des enfants, sous quelque forme que ce soit, s'efforcent de supprimer ce mode de répression et de le remplacer, dans le cas de mineurs dévoyés, par des mesures appropriées d'un caractère purement éducatif.

#### II.

L'Assemblée,

Considérant la recommandation adoptée par la dix-neuvième session de la Conférence internationale du Travail (1935) concernant le chômage des jeunes gens :

Invite le Comité de la protection de l'enfance à se tenir au courant, par l'intermédiaire du Bureau international du Travail, des mesures prises par les Etats membres pour donner effet à la recommandation susmentionnée ;

Estime qu'il serait utile que le Comité de la protection de l'enfance considérât, lors d'une de ses prochaines sessions, la question des enfants mal traités ;

Enfin, déclare que l'attention du Comité devrait être dirigée principalement vers l'enfance normale. Mais elle estime, en même temps, qu'avant de se prononcer d'une façon définitive sur l'ensemble de cette question, il serait utile de renvoyer les observations du rapporteur à ce sujet (document A.V./2.1935) à l'étude du Comité de la protection de l'enfance afin que la cinquième Commission soit en mesure, lors d'une de ses prochaines sessions, de les discuter sur la base d'un rapport du Comité de la protection de l'enfance.

[*Résolutions adoptées le 27 septembre 1935 (matin).*]

### 3. TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS.

#### 1. L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du fait que cinquante Etats ont ratifié la Convention de 1921 pour la suppression de la traite des femmes et des enfants ou y ont définitivement adhéré et que pas moins de cinquante-quatre Etats ont ratifié la Convention de 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes ou y ont définitivement adhéré ;

Considérant que ces deux conventions reçoivent maintenant une application à peu près universelle ; et

Attendu que la ratification ou l'adhésion des quelques Etats restants contribuerait à atteindre le but visé par ces deux conventions :

Invite le Secrétaire général de la Société des Nations à adresser un appel aux Etats membres de la Société des Nations qui n'ont pas encore ratifié ces conventions ou qui n'y ont pas adhéré, en leur demandant de devenir, aussitôt que possible, parties à celles-ci.

#### 2. L'Assemblée,

Ayant pris connaissance des renseignements concernant la situation des femmes d'origine russe en Extrême-Orient, qui ont été communiqués à la cinquième Commission par différents gouvernements, ainsi que des informations recueillies par le Secrétariat ;

Etant donné les débats qui ont eu lieu au Comité de la traite des femmes et des enfants, à sa session de mai 1935, ainsi que la résolution adoptée par ce Comité et approuvée, en mai 1935, par le Conseil de la Société des Nations ;

Considérant que la majorité des réponses à l'enquête entreprise par le Secrétariat de la Société des Nations sur la situation actuelle des réfugiées d'origine russe en Extrême-Orient suggèrent la désignation, par la Société des Nations, d'un agent qui serait chargé d'encourager et de coordonner tous les efforts qui tendent à améliorer la situation de ces femmes :

Invite les associations internationales qui s'occupent d'œuvres en faveur des femmes à renforcer et à coordonner leurs activités dans cette partie du monde ;

Estime qu'une aide financière sera nécessaire pour permettre de prendre les mesures d'ordre social indispensables dans différents centres ;

Exprime le vœu que les fonds nécessaires à cet effet pourront être réunis grâce à la collaboration des organisations volontaires et des pouvoirs publics ;

Autorise le Secrétaire général à rechercher une personnalité compétente (de préférence une femme) résidant en Extrême-Orient ou qui soit en mesure de s'y rendre, pouvant devenir agent de la Société des Nations ;

Et prie le Conseil de la Société des Nations d'investir la personnalité dont il aura fait choix de la qualité d'agent de la Société des Nations avec mission d'encourager et de coordonner les efforts en faveur des femmes d'origine russe qui sont livrées ou exposées à la prostitution, sans qu'il doive cependant résulter de cette désignation, dans les circonstances actuelles, une charge d'ordre budgétaire pour la Société des Nations.

#### 3. L'Assemblée,

Considérant que, selon l'avis exprimé par l'Assemblée à sa quinzième session, le rapport de la Commission d'enquête sur la traite des femmes et des enfants en Orient (document C.849.M.393.1932.IV) devrait être examiné par une conférence des autorités

chargées, dans les pays orientaux, des services de répression de la traite des femmes, en vue d'assurer entre ces autorités une coopération plus étroite et un échange plus large de renseignements ;

Considérant la résolution adoptée par le Comité de la traite des femmes et des enfants à sa session de mai 1935, qui suggère que la conférence ait lieu au cours de l'automne ou de l'hiver de l'année prochaine, après une préparation minutieuse de concert avec les gouvernements intéressés :

Observe que cette conférence, ayant pour but essentiel d'établir une coopération plus étroite et des échanges plus larges de renseignements entre les autorités des pays orientaux, ne pourrait être réunie avec profit qu'en Orient même et que son objet ne saurait être atteint par une réunion tenue à Genève ;

Est d'avis que l'époque la plus appropriée pour cette conférence est le début de l'année 1937, car elle permettra de consulter tous les gouvernements et les organisations intéressées, ainsi que de procéder avec soin à la préparation technique de cette conférence ;

Et charge le Secrétaire général d'user de l'autorisation qui lui a été donnée par le Conseil de la Société des Nations pour prendre, sans délai, toutes les dispositions préparatoires nécessaires, en consultation avec les gouvernements intéressés, notamment en ce qui concerne le choix du siège de la conférence, sa constitution et son programme d'études. La décision finale quant à la convocation de la Conférence sera prise par le Conseil à la fin de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée. »

*[Résolutions adoptées le 27 septembre 1935 (matin).]*

#### 4. QUESTIONS PÉNALES ET PÉNITENTIAIRES.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du rapport annuel du Secrétaire général sur les questions pénales et pénitentiaires (document A.21.1935.IV), ainsi que des communications du Bureau international pour l'unification du droit pénal, de la Commission internationale pénale et pénitentiaire et de la « Howard League for Penal Reform » (document A.V./7.1935.) ;

Exprimant sa satisfaction pour la manière dont s'est développée la collaboration entre la Société des Nations et les organisations techniques qui s'occupent des problèmes d'ordre pénal et pénitentiaire sur un plan international ;

Considérant qu'aucune personne privée de la liberté, et quelle que soit la forme de sa détention, ne doit être soumise à un régime en contradiction avec « l'Ensemble de règles pour le traitement des prisonniers » établi par la Commission internationale pénale et pénitentiaire et recommandé aux gouvernements par l'Assemblée de 1934 (document A.45.1934.IV) ;

Considérant que la plus large publicité doit être donnée dans chaque Etat à ces règles :

Charge le Secrétaire général :

1° De prier les gouvernements qui acceptent « l'Ensemble de règles pour le traitement des prisonniers » de donner à ces règles toute la diffusion possible par des publications officielles et d'autres moyens ;

2° De faire savoir aux gouvernements que l'attention de l'Assemblée a été attirée sur des informations tendant à prouver l'existence, dans certaines parties



du monde, de diverses pratiques répréhensibles qui ne sont pas seulement contraires à l'Ensemble de règles, mais qui méconnaissent les principes d'un traitement rationnel des prisonniers, telles que :

a) Le fait de priver les détenus de la possibilité de pratiquer leur religion et de converser en particulier avec un prêtre ou un ministre de leur culte ;

b) Le recours à des violences et à d'autres moyens de contrainte physique, soit dans les postes de police, soit dans les prisons ou autres lieux de détention, en vue d'extorquer des aveux ou des témoignages ;

c) L'emploi des prisonniers en équipes dans des conditions qui s'apparentent à l'esclavage ;

d) La sous-alimentation prolongée mettant en danger la santé et la vie des prisonniers ;

e) La détention de femmes dans les établissements pénitentiaires où elles ne sont pas directement surveillées par des fonctionnaires de leur sexe ;

3° D'exprimer aux gouvernements l'espoir que de telles pratiques seront supprimées là où elles existent.

Le Secrétaire général est prié de communiquer à tous les Etats membres et non membres de la Société la présente résolution, ainsi que le rapport sur les questions pénales et pénitentiaires présenté à l'Assemblée par la cinquième Commission (document A.63.1935.IV).

*[Résolution adoptée le 28 septembre 1935 (matin).]*

#### 5. ASSISTANCE AUX ÉTRANGERS INDIGENTS.

L'Assemblée prend acte de la documentation soumise au sujet des propositions du Comité d'experts pour l'assistance aux étrangers indigents et l'exécution à l'étranger des obligations alimentaires, et lui recommande de se réunir prochainement afin de continuer ses efforts en vue de l'amélioration de la situation des étrangers indigents.

*[Résolution adoptée le 27 septembre 1935 (matin).]*

#### 6. UNION INTERNATIONALE DE SECOURS.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du rapport sur l'activité du Comité exécutif de l'Union internationale de secours pour la période du 12 juillet 1933 au 31 décembre 1934 (document C.346.M.175.1935.XII) :

Prend acte avec satisfaction du fait que trente Etats ont adhéré à l'Union et exprime le vœu que de nouvelles adhésions viennent encore renforcer l'autorité et les moyens d'action de celle-ci ;

Se félicite des premières initiatives prises par l'Union en présence de certaines calamités et de l'accueil encourageant réservé par plusieurs gouvernements à l'un de ses appels ;

Souligne également l'intérêt des mesures prises en vue d'assurer la coordination des efforts des autres organisations de secours et en vue d'encourager, notamment par la nomination d'experts, des études préparatoires destinées à faciliter une action future ;

Rend hommage aux buts de l'Union et aux efforts poursuivis pour en assurer le développement.

*[Résolution adoptée le 27 septembre 1935 (matin).]*

---

## VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION.

### I. DIFFÉREND ENTRE LA BOLIVIE ET LE PARAGUAY.

L'Assemblée,

Prenant acte de l'exposé du Président du Comité consultatif à la troisième séance de la sixième Commission et faisant confiance à ce Comité pour continuer à suivre la situation :

I. Exprime sa profonde satisfaction pour la signature des Protocoles du 12 juin 1935 qui ont mis fin aux hostilités entre la Bolivie et le Paraguay et permis l'ouverture de la Conférence de la paix de Buenos-Ayres ;

II. Félicite les gouvernements représentés à la Conférence des efforts qu'ils ont déployés dans l'intérêt de la paix et exprime son vif espoir que la poursuite de ces efforts aboutira au rétablissement complet de la paix et de la bonne entente entre la Bolivie et le Paraguay.

*[Résolution adoptée le 24 septembre 1935 (après-midi).]*

### 2. MANDATS.

L'Assemblée,

Ayant pris acte de l'activité des Puissances mandataires, de la Commission permanente des mandats et du Conseil en ce qui concerne l'exécution des dispositions de l'article 22 du Pacte :

Rend hommage à l'œuvre accomplie par les Puissances mandataires et les organes de la Société chargés du contrôle mandataire, et renouvelle l'expression de confiance votée par les sessions précédentes de l'Assemblée à leur égard,

Exprime le vœu que leurs efforts, poursuivis dans un large esprit de collaboration, assurent le progrès qui est le but même de l'institution des mandats.

*[Résolution adoptée le 24 septembre 1935 (après-midi).]*

### 3. ESCLAVAGE.

L'Assemblée,

Ayant pris note de l'activité du Conseil et de la Commission consultative d'experts en matière d'esclavage :

Exprime l'espoir que les gouvernements intéressés voudront bien donner suite aux suggestions et recommandations que leur a adressées le Conseil et communiquer les renseignements nécessaires afin de permettre à la Commission de s'acquitter de sa tâche, et

Charge le Secrétaire général de porter la présente résolution à la connaissance des Etats non membres de la Société qui sont parties à la Convention de 1926 relative à l'esclavage.

*[Résolution adoptée le 27 septembre 1935 (matin).]*

#### 4. TRAVAUX DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE.

##### 1. *Résolution générale.*

L'Assemblée,

Après avoir pris connaissance des divers documents qui lui ont été soumis concernant l'activité de l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle, à savoir :

1<sup>o</sup> Le rapport de la Commission sur les travaux de sa dix-septième session plénière, ainsi que les diverses pièces annexes (document C.290.M.154.1935.XII) ;

2<sup>o</sup> Le rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de Coopération intellectuelle (document C.278.M.145.1935.XII) ;

Constata avec satisfaction le développement continu que lui signale le Conseil de l'œuvre de cette organisation ;

Joint ses félicitations à celles qui ont été adressées par le Conseil d'administration à l'Institut international de Coopération intellectuelle pour son excellente gestion administrative et financière ;

Approuve le programme de travail pour l'exercice 1935-36, tel qu'il résulte des rapports et résolutions de la Commission internationale de coopération intellectuelle et du Conseil d'administration de l'Institut.

##### 2. *Voyages de groupes d'éducateurs.*

L'Assemblée souligne le grand intérêt qui s'attache, tant du point de vue pédagogique proprement dit que du point de vue international, à l'organisation de voyages de groupes d'éducateurs, qui seraient invités à visiter un ou plusieurs pays pour y étudier tout ce qui se rapporte à l'enseignement de la Société des Nations et des questions internationales.

##### 3. *Proposition de la délégation de Roumanie.*

L'Assemblée,

Approuvant la proposition de M. I. Pillat, délégué de la Roumanie, demandant que l'Institut de Coopération intellectuelle publie, par les soins d'un comité international, aidé dans son travail par des comités consultatifs nationaux, une collection de traductions, dans une ou plusieurs des grandes langues universelles, d'ouvrages représentatifs et classiques empruntés aux différentes littératures européennes plus régionales :

Transmet cette proposition à la Commission de coopération intellectuelle, en la priant de faire étudier cette question par l'Institut de Coopération intellectuelle, de façon que la Commission puisse présenter un avis motivé à la prochaine session de l'Assemblée.

##### 4. *Collection ethnographique et historique sur les origines de la civilisation américaine.*

L'Assemblée,

Ayant étudié le plan scientifique et financier, demandé à l'Institut de Coopération intellectuelle par la quinzième Assemblée de la Société des Nations, d'une collection ethnographique et historique sur les origines de la civilisation américaine :

Souligne, comme la Commission de coopération intellectuelle l'a fait d'ailleurs elle-même, le grand intérêt de ce projet et son importance pour une meilleure compréhension mutuelle de l'Amérique et des autres continents ;

Et reconnaît qu'il appartient avant tout aux gouvernements eux-mêmes et aux institutions savantes intéressées d'assurer, par des contributions spéciales, la réalisation scientifique du projet ;

Partage l'avis de la Commission internationale de coopération intellectuelle que la publication envisagée doit faire l'objet d'un nouvel examen de la part de personnalités compétentes, chargées d'arrêter le plan définitif de la collection, de telle manière qu'elle présente une large synthèse de la période envisagée, en un nombre relativement restreint de volumes, et de la diriger ; l'entreprise, qui se développera sous les auspices de la Commission de coopération intellectuelle, sera placée sous la responsabilité scientifique des personnes ainsi désignées.

L'Assemblée sera heureuse de prendre connaissance, l'an prochain, de l'état d'avancement du projet.

#### 5. *La radiodiffusion et la paix.*

L'Assemblée,

Ayant examiné l'avant-projet de convention internationale concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix, élaboré par la Commission de coopération intellectuelle à la demande de l'Assemblée elle-même, et qui a fait, à deux reprises, l'objet d'une étude de la part des Etats membres et non membres de la Société des Nations :

Prie le Conseil de vouloir bien inscrire à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée la conclusion de cet accord, le problème pouvant être examiné en 1936 par une conférence *ad hoc*, constituée au sein même de l'Assemblée par des délégués munis de pouvoirs.

#### 6. *Déclaration concernant la revision des manuels d'histoire.*

L'Assemblée,

Constatant les efforts persévérants poursuivis depuis de nombreuses années par la Commission de coopération intellectuelle, en vue d'assurer l'objectivité des manuels scolaires et, plus spécialement, celle des livres d'histoire :

Reconnaît qu'une action gouvernementale prêterait à ces efforts l'appui le plus efficace ;

Prie, en conséquence, le Conseil de communiquer aux Etats membres de la Société des Nations et aux Etats non membres la Déclaration élaborée par la Commission concernant la revision des manuels d'histoire et de les inviter à la signer.

#### 7. *Relations de l'Organisation de coopération intellectuelle avec le Conseil international des Unions scientifiques.*

L'Assemblée,

Persuadée que des relations plus étroites entre l'Organisation de coopération intellectuelle et le Conseil international des Unions scientifiques sont dans l'intérêt bien compris des deux institutions ;

Prend acte du projet de collaboration élaboré par la Commission de coopération intellectuelle au cours de sa dix-septième session ;

Et décide, pour faciliter la réalisation du programme envisagé par la réunion d'un comité d'experts scientifiques, l'inscription d'un poste de 6.000 francs au budget de la Société pour l'exercice 1936.

8. *Commissions nationales de coopération intellectuelle.*

L'Assemblée :

Attire l'attention des gouvernements sur la Conférence générale des Commissions nationales de coopération intellectuelle prévue pour 1937, à Paris, dans le cadre de l'Exposition universelle des arts et techniques dans la vie moderne.

Et prie les Etats de faciliter la réalisation de ce projet, en apportant à leurs Commissions nationales une aide substantielle.

9. *Accord international sur les expositions d'art.*

L'Assemblée, faisant sienne la résolution de la Commission de coopération intellectuelle, approuve la mise à l'étude, par l'Office international des Musées, d'un accord international tendant à réglementer les expositions d'art.

10. *Droits intellectuels.*

L'Assemblée :

Invite les gouvernements signataires de la Convention de Paris, revision de Londres, sur la propriété industrielle, à hâter dans la mesure du possible leur ratification,

Et à introduire, le cas échéant, dans leur droit interne, des dispositions maintenant, au moins pendant un certain délai, la protection par brevets des découvertes divulguées par leurs propres auteurs sous la forme de communications scientifiques ;

Confie à l'Institut de Coopération intellectuelle, ainsi qu'à l'Institut pour l'unification du Droit privé, agissant d'un commun accord, le soin de poursuivre leurs études et leurs démarches en vue de favoriser, par le rapprochement des Conventions de Berne et de La Havane, la conclusion d'un accord général propre à assurer, dans les pays des deux continents, une protection efficace des œuvres intellectuelles.

11. *Centre international de radiobiologie.*

L'Assemblée signale à la bienveillante attention des Etats membres de la Société des Nations la création, à Venise, d'un Centre international de radiobiologie.

12. *Institut international du Cinématographe éducatif.*

L'Assemblée approuve entièrement les termes des diverses résolutions consacrées par la Commission internationale de coopération intellectuelle au problème du cinématographe éducatif ; elle félicite notamment l'Institut de Rome de la publication de la revue *Interciné*, de l'achèvement de son Encyclopédie du cinéma et de la création récente d'un centre d'étude de la télévision.

[Résolutions adoptées le 28 septembre 1935 (matin).]

## 5. ETABLISSEMENT DES ASSYRIENS DE L'IRAK.

La sixième Commission,

Reconnaissant les efforts tentés par le Comité du Conseil pour l'établissement des Assyriens de l'Irak en vue de trouver un lieu où pourraient s'établir les Assyriens désireux de quitter l'Irak ;

Considérant que le projet d'établissement dans la région du Ghab des territoires du Levant sous mandat français offre la perspective d'une solution satisfaisante et permanente du problème assyrien ;

Prenant acte de l'ampleur de la contribution que le Gouvernement de l'Irak, le Gouvernement du Royaume-Uni et les autorités des Etats du Levant sous mandat français sont disposés à offrir pour participer à la réalisation de ce projet, et espérant fermement que des contributions pourront être obtenues d'organisations d'assistance privées ;

Reconnaissant que, compte tenu de toutes ces contributions, il est néanmoins inévitable qu'il manque une somme considérable ;

Eu égard aux particularités de la question et tout spécialement à l'aspect humanitaire qu'elle présente, au vif intérêt que le Conseil a toujours attaché à sa solution et enfin aux dangers pour la tranquillité du Proche-Orient qu'impliquerait un ajournement de la décision :

Estime que la proposition du Royaume-Uni au sujet de la participation financière de la Société mérite d'être étudiée très favorablement par l'Assemblée et, en conséquence, renvoie à la quatrième Commission la question de savoir comment on pourra se procurer les fonds nécessaires.

[Résolution adoptée le 28 septembre 1935 (matin)<sup>1</sup>.]

## 6. ASSISTANCE INTERNATIONALE AUX RÉFUGIÉS.

L'Assemblée adopte le rapport de la sixième Commission (document A.64.1935.XII).

[Résolution adoptée le 28 septembre 1935 (matin).]

## 7. RÉFUGIÉS RUSSES, ARMÉNIENS, ASSYRIENS, ASSYRO-CHALDÉENS, [DE LA SARRE ET TURCS.

L'Assemblée,

1<sup>o</sup> Ayant pris connaissance du rapport du Conseil d'administration de l'Office international Nansen pour l'année se terminant le 30 juin 1935, sur l'activité en faveur des réfugiés russes, arméniens, assyriens, assyro-chaldéens, de la Sarre et turcs (document A.22.1935.XII) :

2<sup>o</sup> Exprime sa gratitude à l'Office et à la Commission intergouvernementale consultative pour les services importants rendus aux gouvernements et aux réfugiés

---

<sup>1</sup> Le même jour, l'Assemblée a adopté le rapport de la quatrième Commission sur les questions financières (document A.75.1935.X). Ce rapport comprenait le rapport de la Commission de contrôle adopté par la quatrième Commission sur les crédits supplémentaires (document A.5(b).1935.X).

De ce fait, l'Assemblée a fixé à 1.300.000 francs le chiffre définitif de la contribution de la Société des Nations à l'œuvre d'établissement des Assyriens de l'Irak en Syrie.

Conformément à la décision de l'Assemblée, 400.000 francs ont été inscrits au budget de 1936 et 300.000 francs dans chacun des trois budgets successifs.

en améliorant la situation d'un nombre très considérable de réfugiés, malgré les grandes difficultés économiques et autres ;

3<sup>o</sup> Remercie les gouvernements qui ont bien voulu donner suite aux recommandations faites lors de sa dernière session concernant la communication à l'Office des possibilités de placement ; la mise à sa disposition de crédits en vue d'une solution définitive du problème des réfugiés dans leurs territoires ; la généralisation du système du timbre Nansen ; et l'adoption des propositions relatives à l'émission de timbres-poste avec surcharge au bénéfice des fonds de l'Office ;

4<sup>o</sup> Recommande aux gouvernements de ratifier la Convention de 1933 ;

5<sup>o</sup> Prie à nouveau instamment les gouvernements de n'expulser un réfugié que s'il a obtenu un visa d'entrée dans un autre pays ;

6<sup>o</sup> Invite les gouvernements des pays d'immigration à continuer de coopérer avec l'Office en l'informant des possibilités d'établissement sur leurs territoires ;

7<sup>o</sup> Recommande aux gouvernements d'examiner les avantages qu'il y aurait à capitaliser leurs charges pour les réfugiés au bénéfice des fonds de l'Office pour l'établissement des réfugiés ;

8<sup>o</sup> Prie les gouvernements qui ne l'ont pas déjà fait d'adopter le système du timbre Nansen ;

9<sup>o</sup> Recommande aux gouvernements de mettre à l'étude le projet d'émission d'un timbre-surcharge, conformément aux suggestions formulées par la Commission intergouvernementale consultative pour les réfugiés à sa session du 15 mars 1935.

*[Résolution adoptée le 24 septembre 1935 (après-midi).]*

---



## VIII. RÉOLUTIONS ET VŒU ADOPTÉS A LA SUITE DES PROPOSITIONS DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

### I. COMMISSION D'ÉTUDE POUR L'UNION EUROPÉENNE.

L'Assemblée,

Après avoir consulté son Bureau sur la procédure à suivre concernant la question figurant à l'ordre du jour de la session sous le N<sup>o</sup> 6(a) : Commission d'étude pour l'Union européenne :

Constate que les circonstances n'ont pas permis à cette Commission de se réunir depuis la dernière session ;

Décide, dans ces conditions, de renouveler, pour l'exercice prochain, le mandat de la Commission d'étude pour l'Union européenne et d'inscrire la question à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée.

*[Résolution adoptée le 27 septembre 1935 (matin).]*

### 2. QUESTION DE LA NOMINATION DU SUCCESSEUR DE M. GEORGES WERNER A LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE INTERNATIONAL NANSEN POUR LES RÉFUGIÉS.

L'Assemblée a décidé d'ajourner la nomination du Président du Conseil d'administration de l'Office international Nansen pour les réfugiés.

*[Séance du 27 septembre 1935 (matin).]*

### 3. DIFFÉREND ENTRE L'ETHIOPIE ET L'ITALIE : COORDINATION DES MESURES EN VERTU DE L'ARTICLE 16 DU PACTE.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance des opinions exprimées par les membres du Conseil à la séance tenue par ce dernier le 7 octobre 1935 ;

Prenant en considération les obligations qui incombent aux Membres de la Société des Nations en vertu de l'article 16 du Pacte et l'utilité d'établir une coordination des mesures que chacun d'eux envisagerait de prendre :

Emet le vœu que les Membres de la Société (autres que les Parties) constituent un Comité composé d'un délégué par Etat membre, assisté d'experts, en vue d'étudier et de faciliter la coordination de ces mesures et, le cas échéant, d'attirer l'attention du Conseil ou de l'Assemblée sur toute situation qui requerrait leur examen.

*[Vœu adopté le 10 octobre 1935 (après-midi).]*

---

## IX. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

### I. ELECTION DU SUCCESSEUR DE M. MINEITCIRO ADATCI.

Conformément aux règles fixées dans le Statut de la Cour permanente de Justice internationale, l'Assemblée et le Conseil ont élu M. Harukazu NAGAOKA, qui succède à M. Mineitciro Adatci comme juge à la Cour jusqu'à l'expiration du mandat de ce dernier.

[*Séance du 14 septembre 1935 (matin).*]

### 2. DÉMISSION DE M. FRANK B. KELLOGG.

L'Assemblée décide d'accepter la démission de M. Frank B. Kellogg, juge à la Cour (document A.51.1935.V).

[*Séance du 27 septembre 1935 (matin).*]

---

X. ELECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL.

L'Assemblée désigne l'EQUATEUR, la POLOGNE et la ROUMANIE comme Membres non permanents du Conseil.

[*Séance du 16 septembre 1935 (après-midi).*]

---

# LEAGUE OF NATIONS

---

## RESOLUTIONS

adopted by the

## ASSEMBLY

during its Sixteenth Ordinary Session

from September 9th to October 11th, 1935.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> The session was adjourned on October 11th, 1935. Any resolutions which may be adopted by the Assembly between that date and the close of the session will be published as an addendum to this document.

## CONTENTS.

### Resolutions adopted by the Assembly during its Sixteenth Ordinary Session, from September 9th to October 11th, 1935.

|   |      |
|---|------|
| I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS :  | Page |
| 1. Verification of Credentials . . . . .  | 5    |
| 2. Appointment of an Agenda Committee . . . . .   | 5    |
| 3. Appointment of the General Committee. . . . .  | 6    |
| II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK . . . . .  | 8    |
| III. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE :  |      |
| 1. Procedure of the Assembly : Question of the Maintenance of the<br>Rules temporarily adopted in 1933 . . . . .  | 10   |
| 2. Proposed Amendments to the Rules of Procedure of the Assembly  | 10   |
| 3. Entry into Force of the Amendments to the Statute of the Perma-<br>nent Court of International Justice . . . . .   | 11   |
| 4. Conditions of Voting on Requests for Advisory Opinions addressed<br>to the Permanent Court of International Justice . . . . .                                      | 11   |
| 5. Nationality of Women : Convention on the Nationality of Women<br>concluded on December 26th, 1933, at the Conference of<br>American States at Montevideo . . . . . | 12   |
| 6. Status of Women . . . . .  | 12   |
| 7. International Institute at Rome for the Unification of Private<br>Law . . . . .  | 13   |
| 8. Relations between the League of Nations and the Pan-American<br>Union . . . . .  | 14   |
| IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE :  |      |
| 1. Work of the Health Organisation . . . . .  | 15   |
| 2. Work of the Communications and Transit Organisation . . . . .  | 15   |
| 3. Economic and Financial Questions . . . . .   | 16   |
| 4. Nutrition . . . . .  | 17   |
| 5. Committees of the League of Nations . . . . .  | 17   |
| V. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FOURTH COMMITTEE :   |      |
| 1. Financial Questions . . . . .  | 18   |
| 2. Contributions in Arrears . . . . .   | 20   |
| 3. Allocation of the Expenses of the League . . . . .   | 20   |

|       |  |      |
|-------|--|------|
| VI.   | RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE :  | Page |
| 1.    | Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs . . . . .   | 21   |
| 2.    | Child Welfare . . . . .  | 21   |
| 3.    | Traffic in Women and Children . . . . .  | 22   |
| 4.    | Penal and Penitentiary Questions . . . . .   | 23   |
| 5.    | Assistance to Indigent Foreigners . . . . .  | 24   |
| 6.    | International Relief Union . . . . .   | 24   |
| VII.  | RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE :  |      |
| 1.    | Dispute between Bolivia and Paraguay . . . . .   | 26   |
| 2.    | Mandates . . . . .   | 26   |
| 3.    | Slavery . . . . .  | 26   |
| 4.    | Work of the International Intellectual Co-operation Organisation. . . . .  | 27   |
| 5.    | Establishment of the Assyrians of Iraq . . . . .   | 30   |
| 6.    | International Assistance to Refugees . . . . .   | 30   |
| 7.    | Russian, Armenian, Assyrian, Assyro-Chaldean, Saar and Turkish<br>Refugees . . . . .   | 30   |
| VIII. | RESOLUTIONS AND RECOMMENDATION ADOPTED ON THE PROPOSALS OF<br>THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY :  |      |
| 1.    | Commission of Enquiry for European Union. . . . .  | 32   |
| 2.    | Question of the Appointment of a Successor to M. Georges<br>Werner as President of the Governing Body of the Nansen<br>International Office for Refugees . . . . . | 32   |
| 3.    | Dispute between Ethiopia and Italy : Co-ordination of Measures<br>under Article 16 of the Covenant . . . . .   | 32   |
| IX.   | PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE :   |      |
| 1.    | Election of a Successor to M. Mineitciro Adatci . . . . .  | 33   |
| 2.    | Resignation of Mr. Frank B. Kellogg . . . . .  | 33   |
| X.    | ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL . . . . .   | 34   |

## RESOLUTIONS ADOPTED BY THE ASSEMBLY

During its Sixteenth Ordinary Session, from September 9th to  
October 11th, 1935.

---

### I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS.

#### I. VERIFICATION OF CREDENTIALS.

The Assembly appointed a Committee on Credentials, which was constituted as follows :

M. TUDELA (Peru), *Chairman* ;  
M. BOURQUIN (Belgium) ;  
M. ZALDUMBIDE (Ecuador) ;  
M. HOLSTI (Finland) ;  
M. MUNTERS (Latvia) ;  
Mr. Bijay Kumar BASU (India) ;  
M. Jan MODZELEWSKI (Poland) ;  
M. W. W. YEN (China) ;  
M. Bojidar POURITCH (Yugoslavia).

The Assembly approved reports drawn up by its Committee, regarding the credentials of the representatives of the Members of the League.

[*Meetings of September 9th (morning) and October 9th (afternoon), 1935.*]

#### 2. APPOINTMENT OF AN AGENDA COMMITTEE.

The Assembly appointed an Agenda Committee, which was constituted as follows :

M. MOTTA (Switzerland), *Chairman* ;  
M. PFLÜGL (Austria) ;  
M. TURBAY (Colombia) ;  
M. MASSIGLI (France) ;  
The Hon. Sir James PARR (New Zealand) ;  
M. FRANÇOIS (Netherlands) ;  
M. STEIN (Union of Soviet Socialist Republics).

[*Meeting of September 9th, 1935 (morning).*]

### 3. APPOINTMENT OF THE GENERAL COMMITTEE.

The General Committee of the Assembly for its sixteenth ordinary session was constituted as follows :

- (a) The President of the Assembly ;
- (b) Seven Vice-Presidents elected by the Assembly ;<sup>1</sup>
- (c) The Chairmen of the five Committees of the Assembly (*ex-officio* Vice-Presidents of the Assembly) ;
- (d) The Chairman of the Agenda Committee ;
- (e) The Chairman of the Credentials Committee.

(a) *President.*

M. Eduard BENEŠ (Czechoslovakia) was elected President of the Assembly for its sixteenth ordinary session.

[*Meeting of September 9th, 1935 (morning).*]

(b) *Vice-Presidents elected by the Assembly.*<sup>1</sup>

The first delegates of France, the United Kingdom, Italy, Spain, Belgium, Mexico, Union of Soviet Socialist Republics.

[*Meeting of September 9th, 1935 (afternoon).*]

(c) *Chairmen of the Committees and ex-officio  
Vice-Presidents of the Assembly.*

M. LIMBURG (Netherlands), M. ZAWADZKI (Poland), M. RADULESCO (Roumania), Countess APPONYI (Hungary), Mr. DE VALERA (Irish Free State).

[*Meeting of September 9th, 1935 (afternoon).*]

(d) *Chairman of the Agenda Committee.*

In accordance with a decision taken by the Assembly at its first meeting, M. MOTTA (Switzerland), Chairman of the Agenda Committee, was appointed a member of the General Committee.

[*Meeting of September 9th, 1935 (morning).*]

---

<sup>1</sup> At the election of September 9th, seven first delegates—namely, those of France, the United Kingdom, Italy, Spain, Belgium, Mexico and the Union of Soviet Socialist Republics—obtained an absolute majority of votes. Since the Rules of Procedure provide only for six Vice-Presidents, the first six only were declared elected. But on September 11th, the Assembly approved the action which the General Committee had taken in inviting the first delegate of the Union of Soviet Socialist Republics also to sit on the General Committee as one of the Vice-Presidents of the Assembly. The Rule of Procedure in question will be examined by the Assembly at its session of 1936.



— 7 —

(e) *Chairman of the Credentials Committee.*

In accordance with a decision taken by the Assembly at its first meeting, M. TUDELA (Peru), Chairman of the Credentials Committee, was appointed a member of the General Committee.

[*Meeting of September 9th, 1935 (morning).*]

---

## II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK.

the Assembly appointed five<sup>1</sup> Committees.

[*Meeting of September 9th, 1935 (morning).*]

The following questions were referred by the Assembly to the various Committees for consideration and report :

### *First Committee (Constitutional and Legal Questions).*

1. Procedure of the Assembly : Question of the Maintenance of the Rules temporarily adopted in 1933.
2. Proposed Amendments to the Rules of Procedure of the Assembly.
3. Entry into Force of the Amendments to the Statute of the Permanent Court of International Justice.
4. Conditions of Voting on Requests for Advisory Opinions addressed to the Permanent Court of International Justice.
5. Nationality of Women : Convention on the Nationality of Women concluded on December 26th, 1933, at the Conference of American States at Montevideo.
6. Status of Women.
7. International Institute at Rome for the Unification of Private Law.
8. Relations between the League of Nations and the Pan-American Union.

### *Second Committee (Technical Organisations).*

1. Work of the Health Organisation.
2. Work of the Communications and Transit Organisation.
3. Economic and Financial Questions.
4. Nutrition.
5. Committees of the League of Nations.

### *Fourth Committee (Administrative and Financial Questions).*

1. Financial Questions.
2. Contributions in Arrears.
3. Allocation of the Expenses of the League.

### *Fifth Committee (Social Questions).*

1. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
2. Child Welfare.
3. Traffic in Women and Children.
4. Penal and Penitentiary Questions.
5. Assistance to Indigent Foreigners.
6. International Relief Union.

---

<sup>1</sup> The Assembly decided, on the proposal of its General Committee, and in conformity with the procedure adopted at its two previous sessions, not to set up a Third Committee to deal with questions relating to the reduction of armaments.

*Sixth Committee (Political Questions, Mandates, Slavery, etc.).*

1. Dispute between Bolivia and Paraguay.
  2. Mandates.
  3. Slavery.
  4. Work of the International Intellectual Co-operation Organisation.
  5. Establishment of the Assyrians of Iraq.
  6. International Assistance to Refugees.
  7. Russian, Armenian, Assyrian, Assyro-Chaldean, Saar and Turkish Refugees.
-

### III. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE.

#### I. PROCEDURE OF THE ASSEMBLY : QUESTION OF THE MAINTENANCE OF THE RULES TEMPORARILY ADOPTED IN 1933.

The Assembly decides as follows :

1. The rule relating to the convening of the Finance (Fourth) Committee, established as an experiment by the Assembly's resolution of October 11th, 1933, shall be maintained for the session of 1936 — namely :

“ The President of the Council, after consulting the Chairman of the Supervisory Commission, may convene the Finance Committee for a date preceding by not more than one week the first meeting of the ordinary session of the Assembly. The Committee shall be composed of the representatives accredited for the purpose by the Members of the League. It shall appoint its Chairman, who shall thereby become a member of the General Committee of the Assembly under the terms of Article 7 of the Rules of Procedure. The establishment of the Committee shall be reported to the Assembly at the first plenary meeting of the Assembly.”

2. The Rules of Procedure of the Assembly are amended by the insertion of a new Rule 14(a), reading as follows :

“ Rule 14(a).

“ (i) When the reports and resolutions submitted by the various Committees of the Assembly are brought up for adoption in plenary session, the President, in the cases indicated below, shall read the titles of the reports and put forthwith to the vote the resolutions which are proposed.

“ (ii) The procedure provided for in paragraph (i) shall only apply in cases where the Committee has unanimously declared that it does not consider a discussion of the report in plenary session to be necessary and where no delegation has subsequently asked the President to open a discussion on the report. The report must be circulated to the delegations twenty-four hours before it is brought up in plenary session.”

[Resolution adopted on September 24th, 1935 (afternoon).]

#### 2. PROPOSED AMENDMENTS TO THE RULES OF PROCEDURE OF THE ASSEMBLY.

The Assembly adjourns to its ordinary session of 1936 the examination of the proposals contained in the three documents A.49.1935.V, A.I/17.1935 and A.I/18.1935.<sup>1</sup>

[Resolution adopted on September 28th, 1935 (morning).]

---

<sup>1</sup> The proposals relate to the composition of the General Committee and to the Agenda Committee.

3. ENTRY INTO FORCE OF THE AMENDMENTS TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

The Assembly,

Referring to its resolution of October 14th, 1932, by which it addressed an urgent appeal to the States concerned to ratify as soon as possible the Protocol of September 14th, 1929, concerning the Revision of the Statute of the Permanent Court of International Justice ;

Recalling further that since January 1st, 1931, and pending the entry into force of the above Protocol, the Court has continued to work under a provisional system set up by the Assembly's resolutions of September 25th, 1930 ;

Considering it to be in the interests of good administration of international justice and of the part which the Court should play in the life of the nations that the Court should be organised upon a definitive basis ;

Observing with satisfaction that the Protocol of September 14th, 1929, has been ratified by almost all the States whose ratification is necessary to bring it into force and that all the instruments of ratification except three have been deposited ;

Recalling that Articles 4 and 35 of the Statute, as amended by the Protocol of September 14th, 1929, enable the organs of the League of Nations to regularise in an equitable manner the situation, in regard to the election of members of the Court, of States which, having signed and ratified the Statute, are not Members of the League of Nations ;

Considering that, according to the information before the Assembly, the States whose ratifications are necessary have indicated an intention to ratify ;

Observing accordingly that the entry into force of the Protocol of September 14th, 1929, seems no longer to encounter any difficulty ;

Being anxious to accelerate as much as possible the introduction of a reform the utility of which has been generally recognised since 1929 :

Requests the Council to take the necessary measures to put the Protocol into force on February 1st, 1936, if the last instruments of ratification have not been deposited before that date, and on condition that the States which have not already ratified have not in the meanwhile made objection to the contemplated procedure ;

Instructs the Secretary-General to communicate the present resolution to the Governments of the States concerned.

*[Resolution adopted on September 27th, 1935 (morning).]*

4. CONDITIONS OF VOTING ON REQUESTS FOR ADVISORY OPINIONS ADDRESSED TO THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

The Assembly,

Whereas, by its resolution of September 24th, 1928, it expressed the desire that the Council, when circumstances permitted, would have a study made of the question whether the Council or the Assembly may, by a simple majority, ask for an advisory opinion within the meaning of Article 14 of the Covenant of the League of Nations ;

Observing that such a study has not yet been made and that uncertainty on the matter still persists and may have contributed to diminish the activity of the Permanent Court of International Justice ;

Considering that it is desirable for the security of the legal rights of Members of the League of Nations that, in cases where it appears indispensable for the accomplishment of the task of the Council or the Assembly that advice should be obtained on some point of law, such advice should, as a general rule, be requested from the Permanent Court of International Justice :

Expresses the desire that the Council will examine the question in what circumstances and subject to what conditions an advisory opinion may be requested under Article 14 of the Covenant.

*[Resolution adopted on September 28th, 1935 (morning).]*

5. NATIONALITY OF WOMEN : CONVENTION ON THE NATIONALITY OF WOMEN  
CONCLUDED ON DECEMBER 26TH, 1933, AT THE CONFERENCE OF AMERICAN STATES  
AT MONTEVIDEO.

The Assembly,

After study of the item of its agenda, " Nationality of Women : Convention on the Nationality of Women concluded on December 26th, 1933, at the Conference of American States at Montevideo " ;

Recalling its resolutions of October 12th, 1932, and October 11th, 1933, by which it requested the Governments to give information as to the effect which they have found it possible to give to Recommendation VI of the Hague Codification Conference of 1930 ;

Recalling its resolution of October 10th, 1932, regarding the collaboration of women with the League of Nations ;

Considering that the collaboration of women is particularly desirable in the study of matters which specially concern them ;

Conscious of the importance of the subject :

(1) Remarks with interest the achievement accomplished by the American States in drawing up a Convention in accordance with Recommendation VI of the Conference of The Hague of 1930 ;

(2) Draws the attention of the Members of the League of Nations to the fact that the Montevideo Convention is open to the accession of all States ;

(3) Thanks the women's international organisations for the assistance which they have rendered and will render to the League of Nations in this field ;

(4) Renews its recommendation that the States which have signed the Hague Convention of 1930 will deposit their ratifications at an early date ;

(5) Requests the Council to continue to follow the development of this important problem, both in the national and in the international field, in order to determine when such development has reached a point at which further concerted international action would be justified.

*[Resolution adopted on September 27th, 1935 (morning).]*

6. STATUS OF WOMEN.

The Assembly,

Noting that the question of the status of women was placed on the agenda of the present session for examination, at the instance of a number of delegations, with particular reference to the Equal Rights Treaty signed at Montevideo on December

26th, 1933, by representatives of the Governments of Cuba, Ecuador, Paraguay and Uruguay ;

Considering that the terms of the Equal Rights Treaty should be examined in relation to the existing political, civil and economic status of women under the laws of the countries of the world ;

Recognising that the question of conditions of employment, whether of men or women, is a matter which properly falls within the sphere of the International Labour Organisation :

(1) Decides that the question of the political and civil status of women shall be referred by the Secretary-General to the Governments for their observations, including observations as to the action which in their view the League might take in this matter, and that the Governments shall be requested to supply to the Secretary-General, together with their observations, information as to the existing political and civil status of women under their respective national laws ;

(2) Recommends that the women's international organisations should continue their study of the whole question of the political and civil status of women ;

(3) Requests that the observations and information communicated by the Governments and the statements of the said international organisations shall be sent to the Secretary-General for consideration by the Assembly of the League of Nations at a subsequent session ;

(4) Expresses the hope that the International Labour Organisation will, in accordance with its normal procedure, undertake an examination of those aspects of the problem within its competence—namely, the question of equality under labour legislation—and that it will, in the first place, examine the question of legislation which effects discriminations, some of which may be detrimental to women's right to work.

*[Resolution adopted on September 27th, 1935 (morning).]*

#### 7. INTERNATIONAL INSTITUTE AT ROME FOR THE UNIFICATION OF PRIVATE LAW.

The Assembly,

Having examined the part of the Secretary-General's report relating to the work of the International Institute at Rome for the Unification of Private Law (document A.6(a).1935) ;

Taking into consideration the international draft law of sale and the draft uniform law on the responsibility of hotel-keepers, which have been presented by the Institute to the Council and which the Council, by a resolution of January 14th, 1935, has transmitted to the Governments for their observations :

Notes with satisfaction the work already accomplished and the method of work followed by the Institute, and congratulates it ;

And, considering that the object of the above-mentioned draft laws is to facilitate international economic and commercial relations by providing them with a firmer legal basis :

Recognises the interest which their adoption, with such modifications as it may eventually appear desirable to make in them as the result of the replies of the Governments, would present ;

And draws the attention of the Governments to the desirability of giving early and favourable consideration to the two draft laws.

*[Resolution adopted on September 28th, 1935 (morning).]*

8. RELATIONS BETWEEN THE LEAGUE OF NATIONS AND  
THE PAN-AMERICAN UNION.

The Assembly,

Honouring the high ideal of international co-operation which inspired the Colombian proposal as to relations between the League of Nations and the Pan-American Union :

Reserves the right to examine this proposal when it has learnt the outcome of the studies recommended by the seventh Pan-American Conference in a resolution concerning the relations of Pan-American bodies to other organisations ;

And authorises forthwith the Secretary-General to maintain such relations, for mutual information, with the Director-General of the Pan-American Union as may prove desirable.

*[Resolution adopted on September 28th, 1935 (morning).]*

---



#### IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE.

##### I. WORK OF THE HEALTH ORGANISATION.

The Assembly,

Notes with satisfaction that the national administrations of countries in all continents are making ever-increasing use of the services of the Health Organisation and are affording it a growing measure of support in discharge of its duties ;

Approves the work of the Health Organisation and the Rapporteur's conclusions, and refers to the Health Committee for study the offers of collaboration and the suggestions enunciated in his report (document A.48.1935.III).

*[Resolution adopted on September 24th, 1935 (afternoon).]*

##### 2. WORK OF THE COMMUNICATIONS AND TRANSIT ORGANISATION.

The Assembly,

(1) Notes with satisfaction the work performed by the Communications and Transit Organisation between the fifteenth and sixteenth ordinary sessions of the Assembly ;

(2) Keenly appreciating the interest of the material collected on national public works, asks the Communications and Transit Organisation to have a detailed and systematic examination of that material made by experts in order to enable more detailed enquiries to be pursued in this connection later ;

(3) Noting the importance for a great number of countries of the problem of transport co-ordination, especially the co-ordination of railway and road transport, asks the Communications and Transit Organisation to study the situation and the measures taken to co-ordinate transport in the principal countries concerned, on the understanding that the problem of transport co-ordination should be viewed in its widest aspect — technical, economic and financial ;

(4) Taking note of the admirable work performed by the Communications and Transit Organisation in investigating the problem of the pollution of the sea by oil, and of the replies received from Governments to the questionnaire addressed to them :

Considers that the subject of the pollution of the sea by oil is one suitable for solution by an international convention ;

Requests the Council to instruct the Communications and Transit Organisation to take, as rapidly as possible, and with the assistance of expert advice, if required, the necessary steps to complete the preparation of a draft convention and to submit that draft to Governments for consideration ;

Invites the Council, in the light of the observations received from Governments, to convene an international conference on oil pollution at an appropriate time.

*[Resolution adopted on September 24th, 1935 (afternoon).]*

### 3. ECONOMIC AND FINANCIAL QUESTIONS.

#### 1. The Assembly,

Convinced of the inimical effect on international trade of arbitrary restrictions imposed by Governments ;

Noting that one of the ultimate objectives of Governments is a return to an international gold standard ;

Considering that, even before the re-establishment of such an international monetary standard becomes possible, effective steps might be taken with a view to the removal of impediments to the exchange of goods, and that such a removal is indispensable if the economic recovery of which signs are now apparent is to be developed ;

Considering that the recovery of international trade would be greatly assisted by the conclusion, by as many countries as possible, of bilateral agreements having for their object the application of a more liberal economic policy ;

Recognising, further, that the beneficial effects of such agreements would be more widespread when based upon the principle of the most-favoured-nation clause ;

Realising that Governments hesitate to enter into agreements of substantial duration if the circumstances in which they were entered into may be subject to violent changes as the result of currency fluctuations :

Recommends that Governments should endeavour to encourage freer trade by the conclusion of bilateral agreements, subject, should they consider it necessary, to the provision that, in the event of a large variation in the rate of exchange between the currencies of the contracting parties, there should be power to take steps to revise the agreement at short notice.

#### 2. The Assembly,

After considering the report of the Joint Committee on Clearing Agreements (document C.153.M.83.1935.II.B) :

Takes note of the results arrived at by that Committee ;

And suggests that the Council should consider the desirability of organising in a suitable manner, in co-operation with the Bank for International Settlements, a consultation by competent persons with a view to :

(1) Devising means for promoting the application of the suggestions made by the Joint Committee ;

(2) Studying any other projects or measures designed to extend international trade and give it greater freedom.

3. The Assembly invites the Council to arrange for the designation of a committee of legal and financial experts to examine the means for improving contracts relating to international loans issued by Governments or other public authorities in the future, and in particular to prepare model provisions—if necessary, with a system of arbitration—which could, if the parties concerned so desired, be inserted in such contracts.

The committee should be authorised to obtain the co-operation of the International Institute at Rome for the Unification of Private Law as well as of representatives of bondholders' associations and to consult such experts as it may deem desirable.

4. The Assembly, considering the importance in all countries of the agricultural problem, and the unanimously recognised necessity of seeking the promptest possible solution for it, which solution would do much to relieve the general depression, recommends that the Economic Committee of the League of Nations should resume consultations of agricultural experts such as those which have given interesting results in 1930 and 1931.

[Resolutions adopted on September 28th, 1935 (morning).]

#### 4. NUTRITION.

The Assembly,

Having considered the subject of nutrition in relation to public health and of the effects of improved nutrition on the consumption of agricultural products :

Urges Governments to examine the practical means of securing better nutrition and requests the Council :

(1) To invite the Health Organisation of the League of Nations to continue and extend its work on nutrition in relation to public health ;

(2) To instruct the technical organisations of the League of Nations, in consultation with the International Labour Office and the International Institute of Agriculture, to collect, summarise and publish information on the measures taken in all countries for securing improved nutrition and,

(3) To appoint a Committee, including agricultural, economic and health experts, instructed to submit a general report on the whole question, in its health and economic aspects, to the next Assembly, after taking into consideration, *inter alia*, the progress of the work carried out in accordance with paragraphs (1) and (2) above.

[Resolution adopted on September 27th, 1935 (morning).]

#### 5. COMMITTEES OF THE LEAGUE OF NATIONS.

The Assembly adopts the report of the Second Committee (document A.70.1935).

[Resolution adopted on September 28th, 1935 (morning).]

---

## V. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FOURTH COMMITTEE.

### I. FINANCIAL QUESTIONS.

1. The Assembly, under Article 38 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations, finally passes the audited accounts of the League of Nations for the sixteenth financial period, ended December 31st, 1934.

2. The Assembly,

Under Article 17 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations :

Passes for the eighteenth financial period ending December 31st, 1936, the budget of the League of Nations, amounting to 28,279,901 francs ;

And decides that the aforesaid budget shall be published in the *Official Journal*.

3. Except on the question of the recruitment and promotion in the scale of members of section, the Assembly adopts the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission submitted for its consideration (documents A.5, A.5(a), A.5(b).1935.X).<sup>1</sup>

It decides therefore to amend Article 22 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations to read as follows :

“ 1. States not Members of the League which have been admitted members of any organisation of the League shall contribute towards the expenses of the organisation concerned in the proportion in which they would contribute to such expenses if they were Members of the League.

“ The contributions of States not Members of the League, which shall be calculated on the total outlay of the organisations to which they have been admitted members, shall be applied exclusively to the expenses of such organisations.

“ 2. The amounts receivable in accordance with paragraph 1 shall be shown separately in the budget ; they shall be entered as revenue in the budget for the financial year for which they have been fixed, and shall be applied to reduce the sums to be contributed by the Members of the League. They shall be collected by the autonomous organisations themselves, which shall, in so doing, be guided by the rules laid down in Article 21 ; the competent officials shall supply the Secretary-General with the necessary information as to the results obtained.

“ 3. The provisions of the first clause of paragraph 1 shall not apply to the case of a State not a Member of the League which accepts an invitation to participate in the work of a League organisation without any condition as to contributing to the expenses of the organisation.

---

<sup>1</sup> These conclusions relate to the accounts for the financial year 1934 ; budget for 1936 ; disposal of 1934 surplus ; form of the budget ; transfer of officials from the Staff Provident Fund to the Pensions Fund ; Articles 22 and 23 (1) a of the Financial Regulations ; future disposal of the building now occupied by the Secretariat ; increase in the League contribution to the Nansen International Office for 1936 ; supplementary credit for the construction of the new League building ; reduction of contributions of States Members for 1936 ; supplementary credits ; and the creation of a reserve fund.

“ 4. The amounts receivable in accordance with paragraph 3 shall, when received, be applied to reduce the total sum chargeable for the following year to the Members of the League. “The Secretary-General shall secure that the amounts referred to in the previous clause are collected.”

And to complete Article 23 by the addition of the following paragraph (1)a :

“ The same shall apply to the contribution payable to the expenses of the Permanent Court of International Justice, under Article 35, paragraph 3, of the Statute of the Court, by States which are parties to disputes before the Court and are not Members of the League of Nations.”

4. The Assembly,

Takes note of the report of the Administrative Board of the Staff Pensions Fund for the year 1935 (document A.11.1935.X) ;

Takes note of the report of the Consulting Actuary on the second valuation of the Fund (document A.10.1935.X) ;

Decides that, for the time being, the Fund shall be valued annually by the Consulting Actuary ;

Decides to amend as follows the last passage of Article 1, paragraph 1, of the Staff Pensions Regulations :

“ . . . and after a medical examination showing that the official is in good health at the time of his appointment, that he is free from any defect or disease likely to interfere with the proper discharge of his duties, and that there is no record of disease in his past medical history or clearly marked predisposition to any disease likely to cause premature invalidity or death ” ;

Adopts the accounts of the Fund as submitted by the Auditor ;

And decides, having regard to Article 7, paragraph (a), of the Staff Pensions Regulations, that the contribution of the League to the Pensions Fund for 1936 shall be 90/0 of the pensionable emoluments of the members of the Fund.

5. The Assembly appoints to the Supervisory Commission, for the period ending December 31st, 1938 :

As a regular member, M. C. PARRA-PÉREZ ;

As substitute members, M. Georges DE OTTLIK and M. Jan MODZELEWSKI.

6. The Assembly appoints to the Administrative Board of the Staff Pensions Fund, for the period ending December 31st, 1936 :

As a regular member, Mr. Francis T. CREMINS ;

As substitute member, M. C. VAN RAPPARD.

7. The Assembly adopts the present report of the Fourth Committee. (document A.75.1935.X).

[Resolutions adopted on September 28th, 1935 (morning).]

## 2. CONTRIBUTIONS IN ARREARS.

The Assembly,

Adopts the two reports of the Special Committee on Contributions in Arrears as approved by the Fourth Committee (documents A.15 and A.73.1935.X) ;

Notes with satisfaction that, as a result of the work of the Special Committee, settlements have been reached with certain States for the payment of their arrears ;

Invites the Special Committee as at present constituted<sup>1</sup> to continue its tasks and to present a report to the Assembly at its seventeenth session.

*[Resolution adopted on September 28th, 1935 (morning).]*

## 3. ALLOCATION OF THE EXPENSES OF THE LEAGUE.

The Assembly,

Adopts the report of the Fourth Committee on the allocation of expenses for 1936 (document A.74.1935.X) ;

Decides (a) on the allocation of one unit to Ecuador ; (b) that the contribution of China should be reduced from 46 to 42 units ; (c) that, subject to these decisions, States Members shall pay the same number of units for 1936 as they paid for 1935.

Appoints the following persons as members of the Committee on Allocation of Expenses for 1936 : M. Kagan AVSEY, M. CAVAZZONI, M. GOMEZ, M. HAMBRO, M. Cemal HÜSNÜ, M. PARDO, Sir Frederick PHILLIPS, M. RAJAWANGSAN, M. RÉVEILLAUD.

*[Resolution adopted on September 28th, 1935 (morning).]*

---

<sup>1</sup> M. C. J. HAMBRO (Norway), Count CARTON DE WIART (Belgium), Sir Frederick PHILLIPS (United Kingdom), M. Stefan OSUSKÝ (Czechoslovakia), M. César ZUMETA (Venezuela).

## VI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE.

### I. TRAFFIC IN OPIUM AND OTHER DANGEROUS DRUGS.

The Assembly takes note of the report submitted by the Fifth Committee and adopts the conclusions of the report (document A.56.1935.XI).

*[Resolution adopted on September 27th, 1935 (morning).]*

### 2. CHILD WELFARE.

#### I.

The Assembly,

Having found, on the basis of the information collected by the Child Welfare Committee, that most countries still allow children in certain cases to be sentenced to imprisonment or to be kept in prison pending trial ;

That, according to an opinion already twice expressed by the Committee, confinement in prisons should be absolutely excluded in the case of children, and that, in cases of delinquency, the treatment applied to them should be prompted by a desire for their education and training and not for their punishment ;

That even the best-organised prison is not, in view of its character, a suitable place for applying educative methods to children who are in process of mental and physical development :

Expresses the wish that all countries that have hitherto tolerated the imprisonment of children in any form whatsoever should aim at abolishing this system, replacing it in the case of delinquent minors by suitable measures of a purely educative character.

#### II.

The Assembly,

Having regard to the recommendation adopted by the nineteenth session of the International Labour Conference (1935) concerning unemployment among young that persons :

Asks the Child Welfare Committee to keep itself informed, through the International Labour Office, of the measures taken by States Members to give effect to recommendation ;

Considers it desirable that the Child Welfare Committee, at one of its future sessions, should give attention to the question of ill-treated children ;

Finally, points out that the Committee's attention should be directed mainly towards normal children, but feels that, at the same time, before formulating a definite opinion regarding the entire question, a practical expedient would be to submit the Rapporteur's observations on this subject (document A.V/2.1935) for the study of the Child Welfare Committee, in order that the Fifth Committee should be able to discuss the matter at a later session on the basis of the Child Welfare Committee's report.

*[Resolutions adopted on September 27th, 1935 (morning).]*

### 3. TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN.]

#### 1. The Assembly,

Having taken cognisance of the fact that the 1921 Convention for the Suppression of Traffic in Women and Children has been ratified or definitely acceded to by fifty States and the 1923 Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications by not less than fifty-four States ;

Considering that both these Conventions have now reached almost universal application ;

And considering that the ratification of or accession to these Conventions by the few remaining States would further the purpose aimed at by these two Conventions :

Instructs the Secretary-General of the League of Nations to make an appeal to the remaining States Members of the League which have not yet ratified or acceded to these Conventions to become parties to them as soon as possible.

#### 2. The Assembly,

Having taken cognisance of the information with regard to the position of women of Russian origin in the Far East, submitted to the Fifth Committee by different Governments, together with that obtained by the Secretariat ;

Considering the discussions which have taken place in the Traffic in Women and Children Committee at its session in May 1935, and the resolution agreed to by that Committee and approved by the Council of the League of Nations in May 1935 ;

Having regard to the fact that the majority of the replies to the enquiry carried out by the Secretariat of the League of Nations into the present position of women refugees of Russian origin in the Far East suggest that the League of Nations should appoint an agent to encourage and co-ordinate all efforts to improve the position of these women :

Invites the international societies which carry on work among women to strengthen and co-ordinate their activities in that part of the world ;

Is of opinion that financial help will be needed to enable the necessary social measures to be taken in different centres ;

Expresses the hope that the funds necessary for this purpose may be collected through the co-operation of the voluntary organisations and public authorities ;

Authorises the Secretary-General to endeavour to secure the services of a competent person (preferably a woman), resident in the Far East or in a position to proceed there, who could act as agent of the League of Nations ;

And requests the Council to appoint the selected person as agent of the League of Nations for the purpose of encouraging and co-ordinating efforts to improve the position of women of Russian origin who are engaged or likely to become engaged in prostitution ; this appointment should not, however, involve, in the present circumstances, any financial charge upon the League.

#### 3. The Assembly,

Taking into consideration the opinion expressed by the Assembly at its fifteenth session that the report of the Commission of Enquiry on Traffic in Women and Children in the East (document C.849.M.393.1932.IV) should be considered at a



conference of the authorities who are responsible in Eastern countries for the measures taken to prevent traffic in women, with a view to securing closer co-operation and greater exchange of information between them ;

Considering the resolution of the Traffic in Women and Children Committee at its session in May 1935, which suggests that the conference should take place in the autumn or winter of next year, after careful preparation in consultation with the Governments concerned :

Observes that, the chief purpose of this conference being the establishment of closer co-operation and greater exchange of information between the authorities in the East, it can only take place usefully in the East itself, and that its purpose cannot be fulfilled by a meeting held in Geneva ;

Is of opinion that the beginning of the year 1937 is the most suitable date for the holding of the conference, as this allows of consultation with all the Governments and organisations interested, as well as for careful technical preparation for the conference ;

And instructs the Secretary-General to avail himself of the authorisation given by the Council of the League of Nations to make without delay all the necessary preparatory arrangements in consultation with the Governments concerned, especially with regard to the choice of a place of meeting, the manner in which the conference is to be constituted and the subjects to be discussed. The final decision as to the convocation of the conference would be taken by the Council at the end of the next ordinary session of the Assembly.

[Resolutions adopted on September 27th, 1935 (morning).]

#### 4. PENAL AND PENITENTIARY QUESTIONS.

The Assembly,

Having taken note of the Secretary-General's annual report on penal and penitentiary questions (document A.21.1935.IV), together with the communications of the International Bureau for the Unification of Penal Law, the International Penal and Penitentiary Commission and the Howard League for Penal Reform (document A.V/7.1935) ;

Expressing its satisfaction with the development of co-operation between the League of Nations and the technical organisations dealing with penal and penitentiary problems on the international plane ;

Considering that persons deprived of their liberty, and whatever the form of their detention, should not be subjected to treatment inconsistent with the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners drawn up by the International Penal and Penitentiary Commission and recommended to Governments by the 1934 Assembly (document A.45.1934.IV) ;

Considering that these Rules should be given the widest possible publicity in all States :

Instructs the Secretary-General :

(1) To request the Governments which accept the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners to give to those Rules all possible publicity by means of official publications and otherwise ;

(2) To inform the Governments that the attention of the Assembly has been drawn to the alleged existence, in certain parts of the world, of various

reprehensible practices which are not only inconsistent with the Standard Minimum Rules, but are also contrary to the principles of rational treatment of prisoners, such as :

(a) The deprivation of the opportunity for prisoners to worship according to their religion and to converse in private with a priest or minister of their faith ;

(b) The use of violence and other forms of physical constraint, either in police cells or in prisons or other places of detention, with a view to extorting confession or evidence ;

(c) The employment of prisoners in gangs under conditions akin to slavery ;

(d) Protracted underfeeding to an extent likely to be injurious to the health and lives of prisoners ;

(e) The detention of women in prisons without the direct supervision of women officers ;

(3) To convey to Governments an expression of its hope that such practices, where they exist, will be abandoned.

The Secretary-General is asked to communicate this resolution to all States Members and non-members of the League, together with the report on penal and penitentiary questions of the Fifth Committee to the Assembly (document A.63.1935.IV).

*[Resolution adopted on September 28th, 1935 (morning).]*

#### 5. ASSISTANCE TO INDIGENT FOREIGNERS.

The Assembly takes note of the documentary material submitted with regard to the proposals of the Committee of Experts on Assistance to Indigent Foreigners and the Execution of Maintenance Orders abroad, and recommends that this Committee should meet shortly so as to continue its efforts to improve the lot of indigent foreigners.

*[Resolution adopted on September 27th, 1935 (morning).]*

#### 6. INTERNATIONAL RELIEF UNION.

The Assembly,

Having taken cognisance of the report on the activity of the Executive Committee of the International Relief Union for the period from July 12th, 1933, to December 31st, 1934 (document C.346.M.175.1935.XII) :

Is gratified to note that thirty States have acceded to the Union, and expresses the hope that further accessions will come to reinforce the authority and means of action of that Union ;

Expresses its satisfaction at the first steps taken by the Union in the presence of certain calamities and at the encouraging reception given by several Governments to one of its appeals ;

Furthermore, lays stress on the importance of the measures taken, with a view to ensuring the co-ordination of the efforts of other relief organisations and encouraging, especially by the appointment of experts, preparatory studies for the purpose of facilitating future action ;

Pays tribute to the purposes of the Union and the steps taken to ensure its development.

*[Resolution adopted on September 27th, 1935 (morning).]*

---

## VII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE.

### I. DISPUTE BETWEEN BOLIVIA AND PARAGUAY.

The Assembly,

Noting the statement made at the third meeting of the Sixth Committee by the Chairman of the Advisory Committee and relying on this Committee to continue to follow the situation ;

I. Expresses its great satisfaction at the signature of the Protocols of June 12th, 1935, which put an end to hostilities between Bolivia and Paraguay and made possible the opening of the Peace Conference at Buenos Aires ;

II. Congratulates the Governments represented at the Conference on the efforts they have made in the interests of peace, and expresses its earnest hope that the prosecution of these efforts will result in the complete re-establishment of peace and good understanding between Bolivia and Paraguay.

*[Resolution adopted on September 24th, 1935 (afternoon).]*

### 2. MANDATES.

The Assembly,

Having noted the activity of the mandatory Powers, the Permanent Mandates Commission, and the Council, in regard to the execution of the provisions of Article 22 of the Covenant :

Expresses its appreciation of the work accomplished by the mandatory Powers and the organs of the League responsible for the supervision of the mandates, and renews the expression of confidence in them voted by previous sessions of the Assembly.

It trusts that their efforts, pursued in a broad co-operative spirit, will bring about that progress which is the essential object of the institution of the mandate.

*[Resolution adopted on September 24th, 1935 (afternoon).]*

### 3. SLAVERY.

The Assembly,

Having noted the activities of the Council and of the Advisory Committee of Experts on Slavery :

Expresses the hope that the Governments concerned will act on the suggestions and recommendations sent to them by the Council and will communicate the necessary information in order to enable the Committee to perform its task, and

Instructs the Secretary-General to convey the present resolution to the States not Members of the League which are parties to the 1926 Slavery Convention.

*[Resolution adopted on September 27th, 1935 (morning).]*

#### 4. WORK OF THE INTERNATIONAL INTELLECTUAL CO-OPERATION ORGANISATION.

##### 1. *General Resolution.*

The Assembly,

Having taken cognisance of the various documents submitted to it concerning the activities of the International Intellectual Co-operation Organisation—viz. :

(1) The Committee's report on the work of its seventeenth plenary session, and the various documents annexed thereto (document C.290.M.154.1935.XII) ;

(2) The report of the Governing Body of the International Institute of Intellectual Co-operation (document C.278.M.145.1935.XII) :

Notes with satisfaction the continued development of the work of this Organisation described by the Council ;

Associates itself with the congratulations offered by the Governing Body to the International Institute of Intellectual Co-operation on its excellent administrative and financial management ;

Approves the programme of work for the year 1935-36 embodied in the reports and resolutions of the International Committee on Intellectual Co-operation and the Governing Body of the Institute.

##### 2. *Tours of Educationists.*

The Assembly stresses the great importance, both from an educational standpoint in the proper sense of the term and from an international standpoint, of the organisation of tours of educationists, who would be invited to visit one or more countries for the purpose of studying all matters relating to teaching on the League of Nations and international questions.

##### 3. *Proposal by the Roumanian Delegation.*

The Assembly :

Approves the proposal of M. I. Pillat, Roumanian delegate, that the Institute of Intellectual Co-operation should publish through an international committee, assisted by national advisory committees, a selection of translations, into one or more of the worldwide languages, of representative classical works from the literatures of the various European regional languages ;

Refers the proposal to the Committee on Intellectual Co-operation for investigation by the Institute of Intellectual Co-operation, so that reasoned suggestions may be put forward by the Committee at the next session of the Assembly.

##### 4. *Collection of Ethnographical and Historical Works on the Origins of American Civilisation.*

The Assembly,

Having studied the scientific and financial plan which the Institute of Intellectual Co-operation was asked to put forward by the fifteenth Assembly of the League of Nations with regard to a collection of ethnographical and historical works on the origins of American civilisation :

Emphasises, like the Committee on Intellectual Co-operation itself, the great value of this scheme and its importance to a better mutual comprehension between America and the other continents ;

Observes that it is chiefly for the Governments themselves, and the learned institutions concerned, to provide for the scientific realisation of the project by means of special contributions ;

Shares the opinion of the International Committee on Intellectual Co-operation that the proposed publication should be further examined by competent persons appointed to draw up the final plans for the collection in such a way that it may provide a wide survey of the period envisaged in a comparatively small number of volumes, and to direct the undertaking. The latter, which will be carried out under the auspices of the Intellectual Co-operation Committee, will be under the scientific management of the persons thus appointed.

The Assembly will be glad to hear next year of the stage the project has reached.

5. *Broadcasting and Peace.*

The Assembly,

Having examined the draft International Convention for the use of broadcasting in the cause of peace which has been drawn up by the Intellectual Co-operation Committee at the request of the Assembly itself, and which has twice been studied by the States Members and non-members of the League of Nations :

Requests the Council to place the conclusion of this agreement on the agenda of the next Assembly. The problem can be examined in 1936 by an *ad hoc* Conference constituted during the Assembly by delegates provided with the necessary powers.

6. *Declaration concerning the Revision of History Text-books.*

The Assembly,

Noting the persevering efforts carried on for many years by the Intellectual Co-operation Committee for the purpose of ensuring the impartiality of school text-books, and especially of history books :

Recognises that Government action would give the most effective support to these efforts ;

Accordingly requests the Council to communicate to the States Members of the League of Nations and to the non-member States the declaration prepared by the Committee concerning the revision of history text-books and to ask them to sign it.

7. *Relations of the Intellectual Co-operation Organisation with the International Council of Scientific Unions.*

The Assembly,

Convinced that the establishment of closer relations between the Intellectual Co-operation Organisation and the International Council of Scientific Unions is in the best interests of both institutions :

Takes note of the basis of collaboration suggested by the Intellectual Co-operation Committee at its seventeenth session ;

And decides, in order to facilitate the carrying-out of the proposed programme by the convocation of a committee of scientific experts, to insert an appropriation of 6,000 francs in the League's budget for the financial year 1936.

8. *National Committees on Intellectual Co-operation.*

The Assembly :

Draws the attention of Governments to the General Conference of National Committees on Intellectual Co-operation, which is to be held at Paris in 1937, in connection with the Universal Exhibition of Civilisation ;

Expresses the hope that the Governments will facilitate the realisation of this project by affording substantial aid to their National Committees.

9. *International Agreement on Art Exhibitions.*

The Assembly, endorsing the resolution of the Intellectual Co-operation Committee, approves the proposal that the International Museums Office should study an international agreement for the regulation of art exhibitions.

10. *Intellectual Rights.*

The Assembly :

Requests the Governments signatories of the Paris Convention on Industrial Property, as revised in London, to expedite their ratification of this Convention as far as possible ;

And to introduce, if necessary, into their municipal law provisions for maintaining, for at least a certain period, the patent rights in respect of discoveries divulged by their own authors in the form of scientific communications ;

Asks the Institute of Intellectual Co-operation and the Institute for the Unification of Private Law, acting in concert, to pursue their studies and efforts to promote, by bringing into harmony the Berne and Havana Conventions, the conclusion of a general agreement affording effective protection to intellectual works in the countries of both continents.

11. *International Radiobiological Centre.*

The Assembly draws the favourable attention of the States Members of the League of Nations to the creation of an international radiobiological centre at Venice.

12. *International Educational Cinematographic Institute.*

The Assembly fully endorses the terms of the various resolutions adopted by the International Committee on Intellectual Co-operation regarding the problem of educational cinematography. In particular, it congratulates the Rome Institute on the publication of the review *Interciné*, on the completion of its " Cinematographic Encyclopædia ", and on the recent creation of a centre for the study of television.

[Resolutions adopted on September 28th, 1935 (morning).]

## 5. ESTABLISHMENT OF THE ASSYRIANS OF IRAQ.

The Sixth Committee,

Recognising the efforts made by the Committee of the Council for the Settlement of the Assyrians of Iraq to find a destination for those Assyrians who may wish to leave that country ;

Considering that the projected scheme of settlement in the Ghab area of the French mandated territories of the Levant offers the prospect of a satisfactory and permanent solution of the Assyrian problem ;

Taking note of the extent to which the Iraqi Government, the Government of the United Kingdom and the authorities of the French mandated territories of the Levant are prepared to contribute to the realisation of this scheme, and in the firm hope of contributions from private charitable organisations ;

Recognising that a considerable balance is nevertheless inevitable when all these contributions have been taken into account ;

Having regard to the special features of the problem and more particularly its humanitarian aspect, the deep interest which the Council has always taken in its solution and, finally, the dangers to the tranquillity of the Near East which a postponement of a decision would involve :

Considers that the proposal of the United Kingdom concerning the financial participation of the League is worthy of the most sympathetic consideration of the Assembly and consequently refers to the Fourth Committee the question of the provision of the necessary funds.

[*Resolution adopted on September 28th, 1935 (morning).*<sup>1</sup>]

## 6. INTERNATIONAL ASSISTANCE TO REFUGEES.

The Assembly adopts the report of the Sixth Committee (document A.64.1935.XII).

[*Resolution adopted on September 28th, 1935 (morning).*]

## 7. RUSSIAN, ARMENIAN, ASSYRIAN, ASSYRO-CHALDEAN, SAAR AND TURKISH REFUGEES.

The Assembly,

(1) Having noted the report of the Governing Body of the Nansen International Office for the year ending June 30th, 1935, on the work done for Russian, Armenian, Assyrian, Assyro-Chaldean, Saar and Turkish refugees (document A.22.1935.XII) :

(2) Expresses its gratitude to the Office and to the Inter-Governmental Advisory Commission for the valuable services rendered to the Governments and to the refugees

---

<sup>1</sup> On the same day, the Assembly adopted the report of the Fourth Committee on financial questions (document A.75.1935.X). This report included the report of the Supervisory Commission—adopted by the Fourth Committee—on supplementary credits (document A.5(b).1935.X).

The Assembly thereby fixed at 1,300,000 francs the final figure of the League's contribution to the work of settling the Assyrians of Iraq in Syria.

In conformity with the Assembly's decision, 400,000 francs have been included in the 1936 budget and 300,000 francs in each of the three following budgets.



by improving the position of a very considerable number of refugees in spite of great economic and other difficulties ;

(3) Thanks the Governments which have given effect to the recommendations made at its last session concerning the communication to the Office of refugee settlement possibilities ; the placing of credits at the disposal of the Office for a definite solution of the refugee problem in their territories ; the general application of the Nansen stamp system, and the adoption of proposals for the issue of surcharged postage stamps for the benefit of the funds of the Office ;

(4) Recommends the Governments to ratify the 1933 Convention ;

(5) Again urges Governments not to expel refugees unless they have obtained entrance visas for another country ;

(6) Requests the Governments of the immigration countries to continue to co-operate with the Office by informing it of the possibilities of settlement in their territories ;

(7) Recommends the Governments to consider the advantage of capitalising their expenditure on refugees and of placing such funds at the disposal of the Office for the settlement of refugees ;

(8) Requests the Governments which have not already done so to adopt the Nansen stamp system ;

(9) Recommends Governments to consider the plan of issuing surcharged postage stamps in accordance with suggestions made by the Inter-Governmental Advisory Commission for Refugees at its session of March 15th, 1935.

*[Resolution adopted on September 24th, 1935 (afternoon).]*

VIII. RESOLUTIONS AND RECOMMENDATION ADOPTED  
ON THE PROPOSALS OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

I. COMMISSION OF ENQUIRY FOR EUROPEAN UNION.

The Assembly,

Having consulted its General Committee on the procedure to be followed with regard to the question appearing on the agenda for the session as Item 6(a) : Commission of Enquiry for European Union :

Notes that circumstances have been such that the Commission has been unable to meet since the last session ;

And decides, such being the case, to renew the mandate of the Commission of Enquiry for European Union for the coming year and to place the question on the agenda for the next session of the Assembly.

*[Resolution adopted on September 27th, 1935 (morning).]*

2. QUESTION OF THE APPOINTMENT OF A SUCCESSOR TO M. GEORGES WERNER AS  
PRESIDENT OF THE GOVERNING BODY OF THE NANSEN INTERNATIONAL OFFICE  
FOR REFUGEES.

The Assembly decided to adjourn the appointment of the President of the Governing Body of the Nansen International Office for Refugees.

*[Meeting of September 27th, 1935 (morning).]*

3. DISPUTE BETWEEN ETHIOPIA AND ITALY : CO-ORDINATION OF MEASURES UNDER  
ARTICLE 16 OF THE COVENANT.

The Assembly,

Having taken cognisance of the opinions expressed by the members of the Council at the Council's meeting of October 7th, 1935 ;

Taking into consideration the obligations which rest upon the Members of the League of Nations in virtue of Article 16 of the Covenant and the desirability of co-ordination of the measures which they may severally contemplate :

Recommends that Members of the League of Nations, other than the parties, should set up a Committee, composed of one delegate, assisted by experts, for each Member, to consider and facilitate the co-ordination of such measures and, if necessary, to draw the attention of the Council or the Assembly to the situations requiring to be examined by them.

*[Recommendation adopted on October 10th, 1935 (afternoon).]*

---

IX. PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

I. ELECTION OF A SUCCESSOR TO M. MINEITCIRO ADATCI.

In accordance with the Rules laid down in the Statute of the Permanent Court of International Justice, the Assembly and the Council elected M. Harukazu NAGAOKA to succeed M. Mineitciro Adatci for the remainder of the latter's term of office as Judge of the Court.

*[Meeting of September 14th, 1935 (morning).]*

2. RESIGNATION OF MR. FRANK B. KELLOGG.

The Assembly decided to accept the resignation of Mr. Frank B. Kellogg, Judge of the Court (document A.51.1935.V).

*[Meeting of September 27th, 1935 (morning).]*

---

X. ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS  
OF THE COUNCIL.

The Assembly elected as non-permanent Members of the Council ECUADOR,  
POLAND and ROUMANIA.

[*Meeting of September 16th, 1935 (afternoon).*]

---

# THE RECORDS OF THE SIXTEENTH ASSEMBLY

are at present in preparation. Each volume will be despatched immediately on appearance and the series will be completed before the end of July 1936. Subscriptions may now be placed with the agents for the League publications (see page IV of the cover) or the Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

Subscription rate for the complete series: £2 or \$10.00 including any further special supplement to the *Official Journal* that may be published between the Sixteenth and Seventeenth Ordinary Session of the Assembly.

## OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

|  |         |         |
|--|---------|---------|
| Annual Subscription (1935) (including index) | £3 15s. | \$18.75 |
| 1920 (all issues)                            | 15s.    | 3.00    |
| 1921 " "                                     | 15s.    | 3.00    |
| 1922 " "                                     | £3      | 12.00   |
| 1923 " "                                     | £2 10s. | 12.00   |
| 1924 " "                                     | £2 10s. | 12.00   |
| 1925 " "                                     | £2 10s. | 12.00   |
| 1926 " "                                     | £2 10s. | 12.00   |
| 1927 " "                                     | £2 10s. | 12.00   |
| 1928 " "                                     | £2 10s. | 12.00   |
| 1929-1934 (all issues, including index)      | £3      | 15.00   |

The prices of the separate numbers vary according to size.

## THE MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of proceedings of all League meetings and provides in general form a regular account of League activities. It is published in separate editions in Czech, English, French, German, Italian and Spanish.

|  |     |        |
|--|-----|--------|
| <i>Annual Subscription</i> (English edition, | 8/- | \$2.00 |
| (French, German, Italian or Spanish edition) | 5/- | \$1.25 |

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS.**

**AFRIQUE DU SUD (Union de l') — SOUTH AFRICA**  
(Union of)

Maskeu Miller, Ltd., 29, Adderley Street, LE CAP.

**ALLEMAGNE — GERMANY**

Carl Heymanns Verlag, Mauerstrasse 44, BERLIN, W. 8.

**ARGENTINE**

Librería « El Ateneo », calle Florida, 371, BUENOS-AYRES.

**AUSTRALIE (Commonwealth d') — AUSTRALIA (Commonwealth of)**

H. A. Goddard, Ltd., 255a, George Street, SYDNEY.

**AUTRICHE — AUSTRIA**

Maschke Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Kohlmarkt, 20, VIENNE, I.

**BELGIQUE — BELGIUM**

Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 16-22, rue du Persil, BRUXELLES.

**BOLIVIE — BOLIVIA**

Arnó Hermanos, Calle Illimani, N° 10-20, LA PAZ.

**BRÉSIL — BRAZIL**

• Livraria Atlântica •, Frederico Will, rua da Allandega, 69, RIO DE JANEIRO.

**BULGARIE — BULGARIA**

Librairie Française et Étrangère, J. Carasso & C°, Bd « Tsar Osvoboditel », N° 8, SOFIA.

**CANADA**

League of Nations Society in Canada, 124, Wellington Street, OTTAWA.

**CHILI — CHILE**

Carlos Niemeyer, Librería Universal, Cas. 293, VALPARAISO.

**CHINE — CHINA**

Commercial Press, Ltd., Sales Office, 211, Honan Road, CHANG-HAI.

**COLOMBIE — COLOMBIA**

Librería Voluntad, S. A., calle Real 297-301, BOGOTÁ.

**CUBA**

La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly, 59, LA HAVANE.

**DANEMARK — DENMARK**

Levin & Munksgaard, Publishers, Nørregade, 6, COPENHAGUE.

**DANTZIG (Ville libre de) — DANZIG (Free City of)**

Georg Stille, Buchhandlung, Langgasse, 27, DANTZIG.

**ÉGYPTE — EGYPT**

G. M.'s Book Shop, 116, Sharia Emad El Din (Opp. Davies Bryan), LE CAIRE.

**ÉQUATEUR — ECUADOR**

Victor Janer, GUAYAQUIL.

**ESPAGNE — SPAIN**

Librería Bosch, Ronda Universidad, 11, BARCELONE.  
Librería Internacional de Roma, Alcalá, 5, MADRID.

**ESTONIE — ESTONIA**

J. G. Krüger, Ant.-Ges., 11, Rõõli t., TARTU.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — UNITED STATES OF AMERICA**

World Peace Foundation, 8, West 40th Street, NEW-YORK, N. Y., et 40, Mt. Vernon Street, BOSTON, Mass.

**FINLANDE — FINLAND**

Akatemilinen Kirjakauppa, Keskuskatu 2, HELSINKI.

**FRANCE**

Éditions A. Pedone, 13, rue Soufflot, PARIS (V°).

**GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE — GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**

George Allen & Unwin, Ltd., 40, Museum Street, LONDRES, W. C. 1.

**GRÈCE — GREECE**

• Eleftheroudakis •, Librairie internationale, place de la Constitution, ATHÈNES.

**GUATÉMALA — GUATEMALA**

Goubaud & Cia., Ltda., Sucre, GUATÉMALA.

• Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

For other Countries, apply :

Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

**HAÏTI — HAITI**

Librairie-Papeterie, M°° D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.

**HONGRIE — HUNGARY**

Librairie Grill, Dorotlya utca, 2, BUDAPEST.

**INDE — INDIA**

The Book Company, Ltd., College Square, 4/4 A. CALCUTTA.  
League of Nations (Indian Bureau), Improvement Trust Building, Esplanade Road, BOMBAY, I.

**INDES NÉERLANDAISES — NETHERLANDS INDIES**

Algemeene Boekhandel G. Koff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.

**IRLANDE (Etat libre d') — IRISH FREE STATE**

Eason & Son, Ltd., 79-82, Middle Abbey Street, DUBLIN.

**ISLANDE — ICELAND**

Peter Halldorsson, REYKJAVIK.

**ITALIE — ITALY**

S. A. Editrice G. C. Sansoni, Viale Mazzini 26, FLORENCE (114).

**JAPON — JAPAN**

League of Nations Tokio Office, Marunouchi-C-13, TOKIO.  
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 6, Nihonbashi Tori-Nichome, TOKIO.  
Mitsukoshi Limited, Surugacho, Nihonbashi, TOKIO.

**LETTONIE — LATVIA**

Latvijas Telegrafa Agentura «Leta», Kr. Darona iela, 4, RIGA.

**LUXEMBOURG (Grand-Duché de) — LUXEMBURG (Grand-Duchy of)**

Librairie J. Schummer, place Guillaume, 5, LUXEMBOURG.

**MEXIQUE — MEXICO**

Central de Publicaciones, S. A. (Antes Agencia Miraschi), Edificio «La Nacional», Avenida Juárez, 4, MEXICO, D. F.

**NORVÈGE — NORWAY**

Olaf Norli, Universitetagaten, 24, OSLO.

**NOUVELLE-ZÉLANDE — NEW ZEALAND**

Messrs. Whitcombe & Tombs, Ltd., Booksellers, CHRISTCHURCH.

**PANAMA**

Isidro A. Beluche, Apartado 755, Avenida Norte, N° 49, PANAMA.

**PARAGUAY**

Librería Internacional Santiago Puigbonet, Casille de Correo, 561, ASUNCION.

**PAYS-BAS — NETHERLANDS**

Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout, 9, LA HAYE.

**POLOGNE — POLAND**

Gebrüder & Wolff, ulica Zgoda, 12, VARSOVIE.

**PORTUGAL**

J. Rodrigues & Cia., Rua Aurea, 188-188, LISBONNE.

**ROUMANIE — ROUMANIA**

« Carlea Românească », 3-5, Boul. Regele Carol I, BUCAREST, I.

**SUÈDE — SWEDEN**

C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.

**SUISSE — SWITZERLAND**

Librairie Payot & C°, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE, BÂLE.

Hans Raunhardt, Buchhandlung, Kirchgasse 17, ZÜRICH, I.

**TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**

Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.

**TURQUIE — TURKEY**

Librairie Hachette, succursale de Turquie, 469, av. de l'Indépendance, Boite postale 2219, ISTAMBUL.

**VENEZUELA**

Librería Alejandro d'Empire, Trapozos a Colón, 34, Apartado postal 274, CARACAS.

**YUGOSLAVIE (Royaume de) — YUGOSLAVIA (Kingdom of)**

Librairie Geca Kou S. A., 12, rue Knes Mihailova, BELGRADE.

Librairie de l'Université et de l'Académie Yougoslave, St. Kugli, ulica, 30, ZAGREB.

[Knjigarna « Schwentner », Prosernova ulica, LJUBLJANA